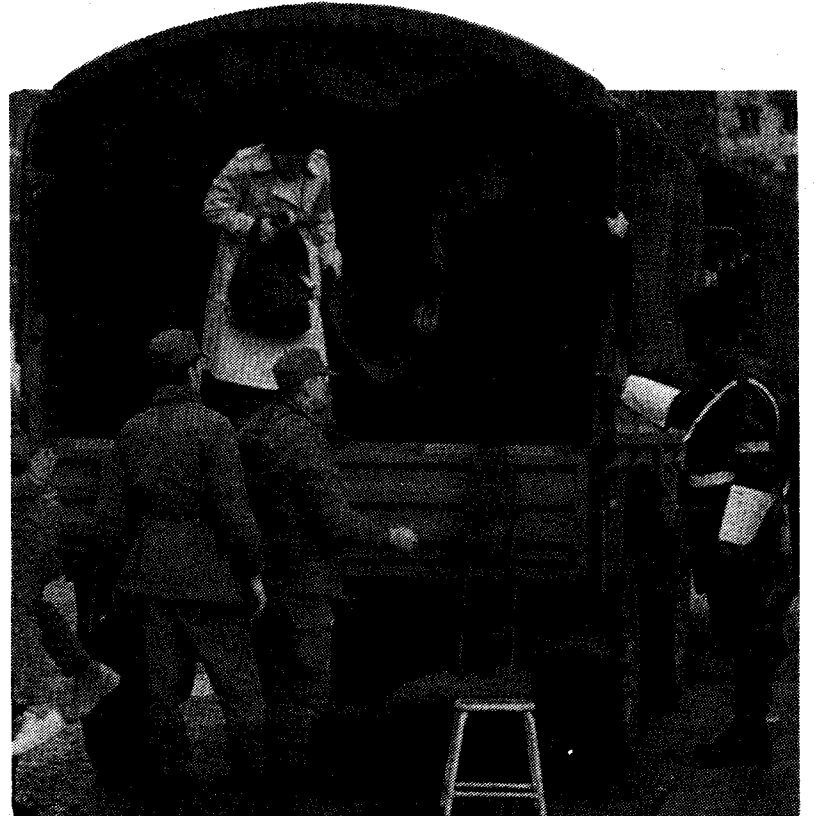


Pour faire rendre gorge à ce gouvernement antiouvrier



ALIX SIPA



Leloup Collective JB Pictures

Manifestation du 30 novembre à Paris. Le gouvernement Mitterrand-Rocard a fait appel à l'armée pour briser la grève de la RATP. Il faut riposter par la grève générale !

Il faut une grève générale !

4 décembre - Rocard a jeté le masque. Le « parler vrai » moralisateur et paternaliste a cédé la place aux menaces et aux invectives contre les travailleurs en lutte - accusés de mener des « entreprises de démolition de l'économie nationale » -, à la matraque policière et à l'appel à l'armée pour briser les grèves.

Le 30 novembre, à 6 h 30, le plan « Citadin-6 », déclenché vingt-cinq heures plus tôt par l'état-major de l'armée de terre sur ordre du gouvernement, est entré dans sa phase active. Trois cent soixante cinq camions bâchés, appartenant aux 135^e, 511^e, 516^e et 517^e régiments du train, guidés par des jeeps du 602^e régiment de circulation, ont commencé à sillonner la banlieue parisienne par convois de deux à six véhicules. Leur mission consiste à briser la grève des travailleurs de la RATP, et notamment des ouvriers des ateliers d'entretien du RER en grève depuis dix-sept jours, en transportant les banlieusards au mépris des règles élémentaires de sécurité. En pratique, ce brisage de grève n'a qu'une efficacité très limitée, son principal effet étant d'augmenter un peu plus la pagaille de la circulation.

Cette intervention de l'armée n'en constitue pas moins une grave provocation antiouvrière, qui appelle une riposte rapide et massive. C'est la première fois depuis quelque dix ans qu'un gouvernement décide de faire appel à l'armée pour briser une grève (et la première fois depuis 1971 dans les

Forgeons un parti bolchévique !

transports). Le président Mitterrand, « chef des armées », est intervenu depuis la passerelle du porte-hélicoptères « Jeanne d'Arc » pour approuver l'utilisation par le gouvernement de « tous les moyens que la loi lui permet » pour en finir avec la grève de la RATP. *En riposte à l'utilisation de l'armée contre une grève ouvrière, il aurait fallu - et il faut - une grève générale.*

Depuis maintenant deux mois, les travailleurs de ce pays ont commencé à engager une bataille décisive contre le gouvernement de la bourgeoisie. Jusqu'ici, malheureusement, ils ont livré bataille en ordre dispersé, chaque détachement avancé s'engageant dans les brèches ouvertes par le précédent, puis reculant en bon ordre (non sans avoir, la plupart du temps, arraché de vive force quelques concessions). De plus, les grèves sont restées concentrées dans le secteur public, dont une législation chauvine réserve toujours l'accès aux seuls titulaires d'une carte d'identité française. Le PCF et la CGT ont vu une grande partie des grèves des derniers mois échapper à leur contrôle. Cette fois-ci, particulièrement dans la RATP, ils sont en première ligne. Mais les directions réformistes veulent maintenir les luttes dans leur cadre pourtant déjà trop étroit. Les gros bataillons de l'industrie, dont les « immigrés » (vivant souvent en France depuis des décennies) constituent une composante stratégique, doivent entrer sur le champ de bataille dans une grève générale contre l'austérité de Mitterrand.

Aujourd'hui, l'un des plus puissants obstacles à l'extension des luttes est le soutien des directions réformistes au

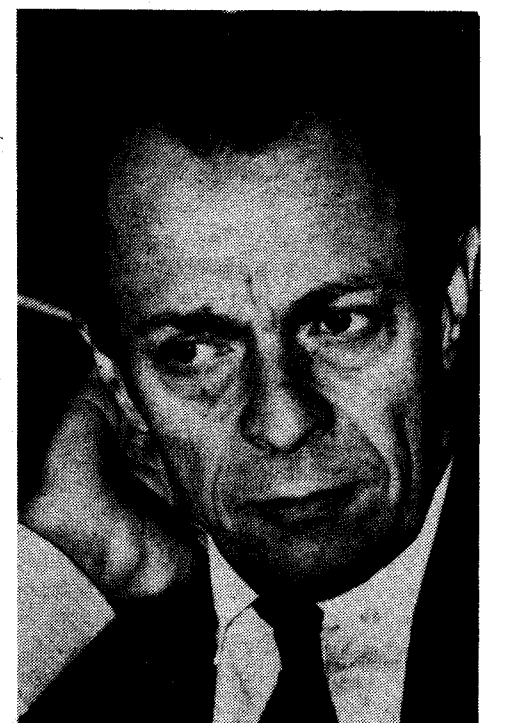
statu quo raciste, qu'il s'agisse du PS qui continue sa politique d'expulsions racistes ou du PCF avec son « Productions français » chauvin et les quotas racistes dans ses municipalités. Une des tâches les plus urgentes d'un parti révolutionnaire d'avant-garde est de mener une lutte résolue contre toutes les formes de ségrégation et de terreur racistes, d'exiger les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés. Il faut extirper le poison des divisions racistes dans la classe ouvrière de ce pays. Il y va de son unité même, de sa capacité à lutter tous ensemble contre l'ennemi de classe.

IL FAUT DES PIQUETS DE GREVE DE MASSE !

Non content de braire aujourd'hui à l'unisson de la droite contre les grèves, le PS, le parti-godillot de Mitterrand, tente maintenant d'exciter les usagers des transports en commun contre les grévistes de la RATP. Jusqu'ici, fort heureusement, ses efforts - pourtant conjugués avec ceux de la presse et des médias aux ordres - n'ont pas rencontré un grand succès, principalement parce que beaucoup de banlieusards sont aussi des travailleurs à qui les revendications des grévistes apparaissent comme parfaitement légitimes.

Cette démagogie infâme ne peut faire que le jeu des fascistes de Le Pen, qui pourraient bien, si la grève se durcissait encore, tenter d'exciter la colère de la petite-bourgeoisie contre les grévistes tandis qu'ils lanceront leurs nerfs à l'assaut des dépôts et des

ateliers occupés. La prudence la plus élémentaire commande aux grévistes de se prémunir dès maintenant contre ce danger et contre les coups de force des flics de Mitterrand, en organisant des piquets de grève de masse qui permettront de protéger les dépôts et les ateliers et d'assurer qu'aucun bus, aucune rame ne puisse rouler. N'en dé-



X.Mouthon

Rocard a abandonné le ton patelin du « parler vrai » pour l'invective virulemment anti-ouvrière.

plaise aux jaunes qui dirigent aujourd'hui la CFDT, la grève c'est l'arrêt de la production, et l'arrêt total de la production et l'extension de la grève aux autres secteurs, en particulier de la grande industrie, constituent

Suite page 4

M 2651 - 89 - 5,00 F

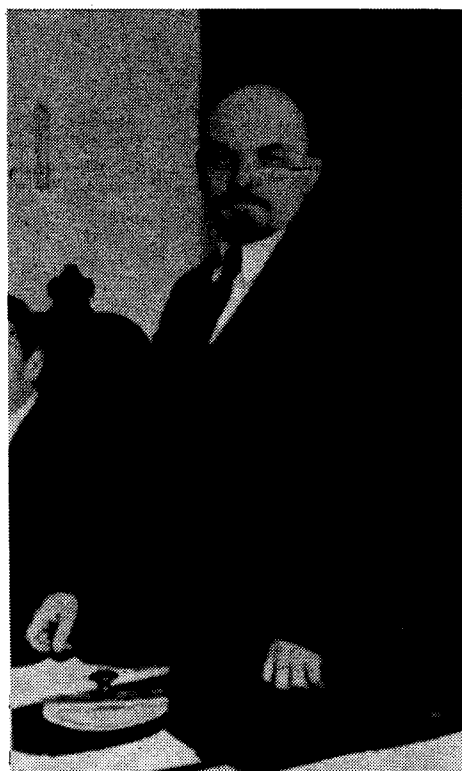


3792651005004 00890

A propos des Thèses de 1921 sur l'organisation des partis communistes

Nous sommes heureux de vous annoncer que nos camarades américains de la Prometheus Research Library, bibliothèque et fonds d'archives du comité central de la Spartacist League/US, viennent de publier les « Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes ». Cette brochure de 94 pages contient une traduction complète et exacte du texte allemand final de la « Résolution sur l'organisation de l'Internationale communiste », adopté au III^e congrès de l'Internationale communiste en 1921, ainsi que les textes introductifs et documents qui l'accompagnent. C'est la première de la série des Prometheus Research Series dont le but est de publier les textes importants de l'Histoire du mouvement communiste international.

Lorsque le III^e congrès de l'Internationale communiste (IC) s'est tenu à Moscou dans l'été 1921, la vague révolutionnaire qui avait balayé l'Europe après la révolution d'Octobre s'était en grande partie retirée. Contre les ultragauches qui argumentaient que l'Internationale devait poursuivre « l'offensive » contre l'ordre mondial capitaliste, Lénine et Trotsky insistaient que la jeune Internationale profite de l'accalmie dans la lutte des classes.



Mejdunarodnaja Kniga

Lénine au premier congrès de l'Internationale communiste, concrétisation de la lutte des bolchéviks pour le parti mondial de la révolution.

Dans les principales résolutions du congrès, qui comprennent non seulement la « Résolution sur l'organisation » mais aussi la « Thèse sur la tactique », la direction bolchévique a essayé de codifier vingt ans d'expérience de lutte contre l'empire tsariste - cette expérience russe unique qui a produit le parti capable de diriger la première révolution prolétarienne réussie - de sorte que les nouveaux partis communistes ailleurs dans le monde puissent en étudier les leçons. Les « Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes » sont une composante importante de ces documents révolutionnaires des quatre premiers congrès de l'IC du temps de Lénine et Trotsky.

Des historiens de l'IC de cette période (par exemple l'éminent E.H. Carr) ont constamment cherché à diminuer le rôle de Lénine dans l'écriture de cette résolution ; ils ont en particulier mal

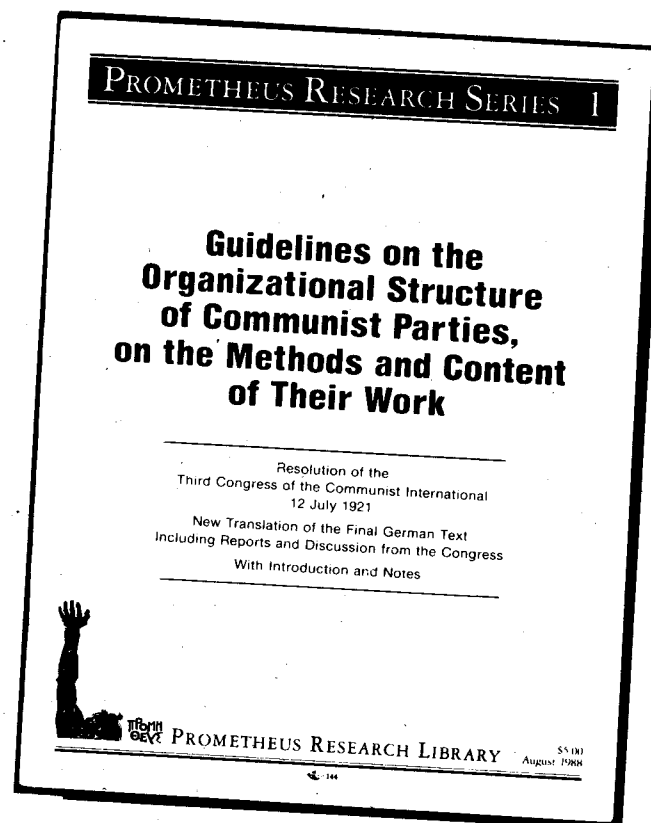
interprété les remarques qu'il a faites pour la soutenir au IV^e congrès de l'IC, ce qui fut sa dernière intervention dans la vie politique de l'Internationale. L'introduction de la brochure des Prometheus Research Series n° 1 retrace le rôle important que Lénine a joué dans la rédaction de la « Résolution sur l'organisation ». Cette résolution incarne la conception du parti développée par Lénine et son combat pour forger une avant-garde révolutionnaire authentique à partir des éléments encore disparates des anciens partis sociaux-démocrates qui formaient le gros de ce qui devait devenir les partis communistes d'Europe en 1921. Lénine avait particulièrement à cœur que le parti allemand se forge pour devenir une avant-garde bolchévique et la résolution fut rédigée en allemand. L'Allemagne était très instable et le parti allemand était l'un des plus importants du Comintern ; la perspective d'une révolution mondiale se réduisait dans l'immediat à celle d'une révolution allemande (les événements confirmèrent tragiquement à quel point Lénine avait raison d'insister sur l'urgence nécessaire d'avoir un parti bolchévique en Allemagne).

La « Résolution sur l'organisation » était le prolongement du processus de sélection entamé en juillet 1920 au II^e congrès de l'IC avec les fameuses « Vingt et une conditions » d'admission au Comintern. Les normes organisationnelles de la discipline et du centralisme démocratique ont été détaillées, justement afin d'éliminer les dirigeants centristes qui avaient, à contrecœur, suivi leur base dans l'Internationale communiste. La résolution explique la nécessité de fractions, cellules et groupes de travail pour arracher la direction de la majorité du prolétariat des pattes des dirigeants traîtres organisés soit dans la Fédération internationale des syndicats (l'« Internationale d'Amsterdam »), dans la II^e Internationale réformiste ou dans l'Internationale « deux et demie » centriste.

Ceux qui appartiennent à des organisations de gauche qui se basent sur la « structure en cellule », mise en place par le Comintern en pleine dégénérescence après 1924, seront particulièrement intéressés par les « Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes ». Contrairement à la pratique du Comintern stalinisé qui, pour juguler le débat interne, a aboli les unités du parti basées sur l'organisation territoriale (par exemple, une section de quartier ou une section de ville) et qui a remplacé cela par de petites « cellules » basées en principe sur des usines, la « Résolution sur l'organisation » de 1921 est pour que les noyaux et les fractions opèrent en conjonction avec des unités territoriales.

La Spartacist League (SL) a commencé à étudier la « Résolution sur l'organisation » de 1921 au début des années 70 lorsque le parti a construit ses premières fractions industrielles. Elle a consacré une session de formation de son camp d'été de 1975 à la présentation de la résolution. Ce qui était frappant, quoique pas un hasard, c'est à quel point les pratiques organisationnelles de la SL, à son échelle, étaient en accord avec les principes énoncés par l'IC en 1921. L'applicabilité de la résolution à la SL reflète nos racines dans les organisations communistes précédentes de ce pays, dont nous avons cherché à reprendre les pratiques les meilleures. Les

La brochure que publie la Prometheus Research Library contient le rapport introductif, de larges extraits des débats et la résolution adoptée par le III^e congrès de l'Internationale communiste.



organisations trotskystes d'Europe et du monde ex-colonial, par contre, ont vu leurs liens fragiles avec la continuité du mouvement communiste des premières années fauchés par la terreur stalinienne et fasciste.

Ce qui nous a poussés à étudier cette résolution, c'est l'absence d'une traduction adéquate en anglais (les traductions produites par le Comintern dans les années 20 avaient des lacunes ; de plus, les amendements adoptés par le congrès lors de sa session finale n'y ont pas été inclus). La traduction publiée dans les Prometheus Research Series n° 1 semble être la première traduction exacte d'après le texte final en allemand. La brochure comprend une revue des versions de la résolution dans les différentes langues, y compris le russe, dans la « Note sur les traductions ». On y trouve aussi les rapports et la discussion sur la « Résolution sur l'organisation » aux 22^e et 24^e sessions du congrès. C'est la première fois que ces textes sont publiés en anglais.

Lors du IV^e congrès de l'Internationale communiste en 1922, Lénine a insisté à plusieurs reprises sur l'importance des « Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes », au cours de réunions privées avec diverses délégations, ainsi que dans le seul discours qu'il a prononcé au congrès. Ses remarques sont le meilleur témoignage de la signification de la résolution de 1921 pour le mouvement communiste international : « Il faut appliquer cette résolution. On ne peut le faire en une nuit, c'est absolument impossible. Cette résolution est trop russe : elle traduit l'expérience de la Russie. Aussi est-elle tout à fait incompréhensible pour les étrangers ; ils ne peuvent se contenter de l'accrocher dans un coin, comme une icône et de l'adorer [...]. »

« Ils doivent, eux, étudier dans un sens particulier, pour comprendre réellement l'organisation, la structure, la méthode et le contenu de l'action révolutionnaire. Si cela se fait, je suis persuadé qu'alors les perspectives de la révolution mondiale seront non seulement bonnes, mais excellentes. »

- Traduit de Workers Vanguard n° 460
Pour recevoir un exemplaire des Prometheus Research Series n° 1, envoyez 35 F (port inclus) au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris cedex 10.

Corrections

Dans l'article du *Bolchévik* n° 88, « Faisons rendre gorge au gouvernement », page 4, nous parlons à deux reprises de la grève des cheminots de l'hiver 86-87. Par erreur, la seconde fois que cette grève est évoquée, il est donné comme référence la période 1985-1986.

Par ailleurs, dans le même article, première page, nous avons malencontreusement tronqué la citation qui est faite de notre numéro de septembre. Il fallait lire : « Les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman, Mitterrand-Fabius puis Mitterrand-Chirac n'ont pas pu infliger de défaite véritablement décisive » à la classe ouvrière.

Dans l'article « Autodafé au quartier Latin », page 2, nous avons mal orthographié le nom de l'abbé qui a été à la tête des attaques contre le film de Scorsese. Le nom de ce « skinhead » en soutane est bien Laguerie et non Labuérie.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Jean Thimbault.
REALISATION : Ian Donnelly.
DIFFUSION : Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchevik, B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Gaspard-Monge
55, rue du Fossé-Blanc
92230 Gennevilliers
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Rouen: les videurs de boîte laissent Mohamed pour mort

Arrêtons la terreur raciste !

Dans la France de 1988, la terreur raciste est l'horrible réalité quotidienne: Laid a été tué à Toissy, Malika tuée à Noisy-le-Sec, Abdel et Ali tués à La Courneuve, les « skinheads » qui ont tué à Lille étaient les auteurs des ratonnades de Rouen qu'un simulacre de procès avaient remis en liberté.

Dans la nuit du 22 au 23 octobre, à Grand-Quevilly, dans la région rouennaise, Mohamed, un jeune Marocain de 26 ans, emprunte une voiture à un ami pour aller avec des copains à la discothèque le « Macumba » près d'Yvetot. Les gorilles leur refusent l'entrée, Mohamed veut avoir une explication; alors, les brutes racistes le frappent à coups de pied dans les parties génitales. S'apprêtant à remonter dans sa voiture, Mohamed voit deux de ses copains, Mustapha et Hamid, se faire jeter dehors de la boîte. Dégoûté par cet apartheid à la française, Mohamed sonne à la porte. Alors, quatre nervis sortent armés de *nunchaku* et de barres de fer; Mohamed recule; les videurs le frappent à la tête à coups de *nunchaku*, le tabassent et le traitent de « sale crouille ». Le passage à tabac dure une vingtaine de minutes. Dans leur rage, les nervis cassent les vitres et cabossent la carrosserie de la voiture. Inanimé, Mohamed sera jeté à l'arrière de la voiture; deux des cerbères racistes prendront place à l'avant. Les deux autres interdiront la sortie de la discothèque aux personnes qui voulaient savoir ce qui se passait et diront que c'était « un bougnoule qui a essayé de voler une voiture ». Les brutes abandonneront Mohamed à une quinzaine de kilomètres au lieu-dit le Haut Pas à Bouville après avoir, selon toute vraisemblance, tenté de maquiller leur crime en accident de la route en poussant la voiture dans le fossé.



Dans le cortège de la Ligue trotskyste, à la manifestation du 26 novembre à Rouen.

Ce n'est que vers deux heures du matin que Mohamed sera trouvé par hasard et transporté au CHU de Rouen dans un état critique. Il y sera placé en réanimation et sera soigné pour divers traumatismes dont un traumatisme crânien grave ayant entraîné une altération de la conscience, une perte de la notion du temps et de l'espace, des troubles du langage et un coma. Il ne quittera l'hôpital que le 3 novembre. Dans leur constat, les flics noteront: « Accident de la route dû à une perte de contrôle. » Quand la famille, qui ne



Il faut mettre en mouvement la puissance de la classe ouvrière pour écraser la terreur raciste. Ci-contre, Mohamed, victime de quatre nervis racistes, sur son lit d'hôpital.

sera prévenue que dans l'après-midi du 23 octobre, cherchera à déposer une première plainte, la gendarmerie arguera que seule la victime est apte à le faire. Des agresseurs de Mohamed, un seul, un certain Jacky Bazin, co-gérant de la discothèque, sera finalement écroué le 20 novembre, l'autre co-gérant, Jean Maisonneuve, et un des videurs, Daniel Gault, seront inculpés de « coups et blessures volontaires avec armes » et laissés en liberté.

Tel est le fonctionnement de la justice bourgeoise. Alors qu'à Aix-en-Provence, cinq jeunes antiracistes ont été scandalement condamnés le 23 novembre pour s'être opposés à l'expulsion d'un jeune Comorien, deux d'entre eux écopant de peines de prison avec sursis, à Bobigny, le tribunal ne condamne qu'à sept ans de réclusion l'assassin d'Abdel.

Le torchon d'Hersant, Paris-Normandie, n'annoncera l'agression que le 25 octobre en s'en tenant au constat des flics. Indignée, la famille de Mohamed exige un démenti qui ne sera publié que le 27 octobre et encore, que dans l'édition du pays de Caux.

Confrontés à ce crime raciste, le MRAP refusera d'entreprendre quoi que ce soit sous prétexte qu'il a perdu trop d'argent dans le procès contre les « skinheads », et l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés) exprimera d'abord ses craintes contre « le mensonge, ne voulant pas se planter... en partant sur quelque chose de léger. » Incroyable, mais vrai !

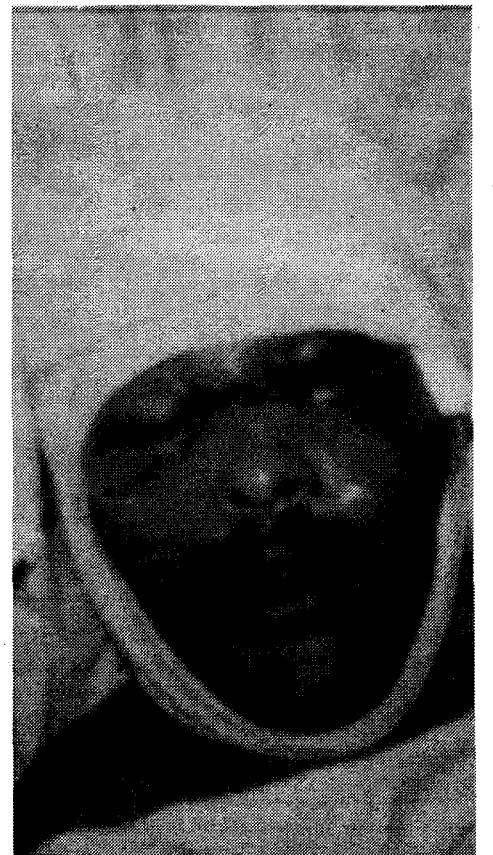
Contactée par le frère et les amis de Mohamed, la Ligue trotskyste enverra, le 9 novembre, une lettre aux organisations ouvrières et démocratiques de la région les appelant à une réunion le 15 novembre pour organiser une action commune contre ce nouveau crime raciste, et distribuera un tract, le 13 novembre, appelant le mouvement ouvrier à se mobiliser. Entre-temps, l'ASTI reprenait ses esprits et convoquait une réunion pour le 16 novembre. La LTF fut présente à cette réunion avec une proposition: manifestation ou rassemblement de protestation sous le mot d'ordre: « STOPPONS LA TERREUR RACISTE ! » Nous pensions qu'il était possible de rassembler dans l'action les organisations et les militants venant

d'horizons divers, à partir du moment où ils agissaient sur un mot d'ordre précis et unificateur. C'est cela le front unique: marcher séparément et frapper ensemble.

Mais la LCR et des représentants de l'ASTI, mus par un anti-« spartacisme » dépassant de loin leur antiracisme, ont imposé, à la dernière minute, que le tract comporte la phrase suivante: « Les propriétaires du Macumba doivent être inculpés et condamnés en application de la loi de 1972 », empêchant sciemment la LTF de signer un tel appel. Pour leur part, les révolutionnaires du dimanche de LO se rallièrent à ce réformisme le plus plat.

Par contre, la LTF déclarera, dans une lettre aux organisations ouvrières et démocratiques, « qu'il est dangereux d'entretenir et de propager des illusions sur les tribunaux bourgeois et sur cette fameuse loi hypocrite qui n'a pas enrayer un seul instant les exactions et crimes racistes. Nous affirmons que seule la mobilisation ouvrière, entraînant les couches opprimées, pourra faire reculer les terroristes racistes, en uniforme ou non. »

La manifestation eut lieu, à Rouen, le 26 novembre, de la place Saint-Sever à celle du Vieux-marché regroupant 250 personnes. Le cortège de la Ligue trotskyste, fort d'une trentaine de manifestants, était construit sur des mots d'ordre clairs: « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! »,



« Mohamed victime d'un crime raciste ! Stoppons la terreur raciste ! », « Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser la terreur raciste ! », « Mitterrand antiouvrier, anti-immigrés, antisoviétique ! Gouvernement ouvrier ! » et « C'est la classe ouvrière qui a la puissance de balayer la terreur raciste ! »

Ce dernier mot d'ordre met en relief ce qu'il aurait fallu faire: mettre en mouvement les bastions ouvriers de la région rouennaise. Il n'est que trop clair que le PCF et la CGT portent une lourde responsabilité dans cette situation. Chaque exaction ou crime raciste doit recevoir la riposte nécessaire avec l'ampleur suffisante pour intimider les fascistes. Il faut savoir qu'au même moment où se déroulait la manifestation, des fascistes distribuèrent des tracts sur un autre pont de la ville. Il ne faut pas perdre de vue que Rouen est la ville où toute la rive droite est souillée de slogans et graffitis racistes et fascistes et où, tous les mercredi jusqu'au 14 juillet 1989, un « comité royaliste et chrétien » appelle à manifester « contre la révolution bourgeoise sanguinaire ».

C'est la politique des gouvernements de front populaire qui a pavé la voie aux fascistes, c'est la passivité des organisations ouvrières réformistes qui leur laisse le terrain libre.

A chaque exaction raciste, il faut une riposte unifiée et massive du mouvement ouvrier. Arrêtons la terreur raciste !



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Grève générale...

Suite de la page 1

les moyens les plus sûrs pour qu'elle soit rapidement victorieuse.

ROCARD-GISCARD, MEME COMBAT !

Il est clair que le gouvernement Mitterrand-Rocard veut aujourd'hui « faire un exemple », briser la grève de la RATP pour tenter de donner un coup

partie de la bourgeoisie fait bloc derrière son gouvernement, en priant chaque matin qu'il « tienne bon » face au prolétariat. Quand le RPR propose de déposer une motion de censure au Parlement, le ci-devant président Giscard d'Estaing renâcle, en effet, comme le rapporte *Libération* des 3-4 décembre : « Cette motion de censure, elle est faite, a-t-il expliqué en substance, pour démontrer quelque chose à l'opinion. Or, que peut-on lui démontrer aujourd'hui ? Certainement pas que nous aurions fait différemment ou mieux

Les directions réformistes des syndicats refusent aujourd'hui d'appeler à une grève générale. Il existe pourtant de nombreux indices qu'une telle riposte est possible. Les grèves des dernières semaines ont donné de multiples exemples de solidarité de classe, là où il s'est agi de refuser de briser les grèves des autres : postiers refusant de toucher au courrier trié ou transporté par les « circuits parallèles » jaunes organisés par la direction des PTT, respect des piquets de grève, conducteurs de bus débrayant quand on leur demande de briser la grève du RER, etc. De plus, les grèves se poursuivent dans les transports urbains à Marseille et Strasbourg, dans les ateliers d'Air France, dans les centres de tri PTT d'Amiens, Marseille, Bastia, Bordeaux...

diminution de salaire.

Les patrons et le gouvernement rétorqueront évidemment que tout ceci n'est pas « possible » ; ils répèteront après Mitterrand s'adressant aux infirmières « *Je n'ai pas, dans les mains, de quoi vous satisfaire* ». Les travailleurs exigeront l'ouverture des livres de compte. Ce faisant, ils pourront montrer au pays — et notamment à la petite-bourgeoisie à qui les agents du grand capital expliquent que les fonctionnaires et les ouvriers veulent prendre du bon temps à ses frais — que ce sont bien les capitalistes qui sont responsables de la vie chère et du chômage, qui conduisent la société tout entière à la ruine. Si ce système irrationnel d'oppression de classe et de misère n'est pas capable de satisfaire les revendications les plus élémentaires des masses travailleuses de ce pays, qu'il périsse ! La classe ouvrière s'en chargera en expropriant les exploiters, en construisant une société humaine et rationnelle, une société socialiste. Gouvernement ouvrier !

FAISONS RENDRE GORGE AU GOUVERNEMENT ET A LA BOURGEOISIE !

* Il est aujourd'hui manifeste qu'après plus de cinq ans de « rigueur » antiouvrière débridée, et alors même que la croissance économique, les profits et l'arrogance de la bourgeoisie ont atteint des niveaux records, beaucoup de travailleurs (et pas seulement dans le secteur public) sont d'avis qu'il est plus que temps de réclamer notre dû, d'arracher des hausses de salaires substantielles pour récupérer ce que les patrons et leurs gouvernements nous ont extorqué depuis 1981.

Il faut des hausses de salaires massives pour tous ! Le premier ministre agit la menace d'une reprise d'inflation pour refuser des augmentations de salaires qui deviendraient alors, dit-il, « de la monnaie de singe ». M. Rocard, qui, ancien dirigeant du PSU social-démocrate de gauche, a fréquenté les franges de l'« extrême gauche », est évidemment un faux naïf. Il existe, en effet, un moyen très simple pour éviter que les capitalistes ne récupèrent par l'inflation ce qu'ils auront concédé. Il faut imposer l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire l'indexation intégrale des salaires sur la hausse des prix (pas l'indice truqué de l'INSEE, mais la hausse des prix qui frappe les ménages ouvriers). Pour nous défendre contre la déchéance du chômage, il faut l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire le partage du travail disponible entre toutes les mains ouvrières, et la détermination de la longueur de la journée de travail sur cette base, sans

IL FAUT UN ETAT-MAJOR POUR GAGNER UNE GUERRE

Il faut maintenant que le prolétariat concentre ses forces pour briser la détermination du gouvernement. Cela, les ouvriers conscients le sentent bien. Mais il manque à l'armée des travailleurs un état-major pour organiser et coordonner cette grève générale contre l'austérité de Mitterrand, pour formuler les mots d'ordre clairs et hardis que la situation exige.

Après la grande grève des cheminots de l'hiver 1986-87, les conflits actuels démontrent que, dans de nombreux secteurs, les directions ouvrières existantes sont largement discréditées et ne disposent plus de l'autorité suffisante ni pour diriger, ni pour empêcher les grèves. Quand les syndicats ne sont pas tout simplement trop faibles et divisés (comme chez les infirmières), les travailleurs n'ont, bien souvent, plus aucune confiance dans leurs directions bureaucratiques.

Les « coordinations » des grévistes qui surgissent un peu partout constituent une réponse à cette crise de direction, mais une réponse partielle et déformée : ces structures sont simplement juxtaposées aux appareils syndicaux existants, soit qu'elles cherchent à faire pression sur ces appareils bureaucratiques en les « surveillant » (ce qui revient à réagir après coup aux trahisons), soit qu'elles tentent de les « contourner » le temps d'une grève.

Mais les vieilles organisations bureaucratiques ne pourront pas coexister longtemps aux côtés de ces formes d'organisation. Si les travailleurs en lutte ne se dotent pas d'organes de la démocratie ouvrière reflétant leur volonté et capables de les conduire à la victoire, les appareils bureaucratiques des syndicats, tôt ou tard, resserreront inévitablement leur étau sur eux. Rocard n'espère pas autre chose quand il prédit que les « coordinations » sont « des structures spontanées de périodes chaudes qui, dès l'extinction du conflit se dissolvent ou s'assèchent » (*le Monde*, 18 novembre).

Ce dont les travailleurs ont aujourd'hui besoin, c'est de comités de grève démocratiquement élus et révoquables à tout moment, dans des assemblées générales où les grévistes pourront déterminer majoritairement, en toute connaissance de cause, quelle stratégie appliquer. Dans ce cadre, les dirigeants syndicaux doivent briguer, sur leur programme, les suffrages des grévistes pour que leur politique de défense de l'ordre bourgeois soit exposée directement devant les travailleurs mobilisés et que, dans le feu de l'action et sous les coups de boutoir des révolutionnaires luttant pour la direction des comités de grève, ils soient consciemment écartés. C'est précisément parce



Le Bolchévick

A la manifestation CGT-PTT du 15 novembre

d'arrêt à la vague de grèves qui éclatent sans discontinuer depuis deux mois dans les « services publics », et qui menacent de bousculer sa politique de « rigueur » antiouvrière. Ces grèves sont éminemment politiques, ne seraient-elles que parce que de nombreux travailleurs sont aujourd'hui en grève contre le gouvernement pour lequel ils ont voté il y a moins d'un an de cela — et qui s'était imaginé à tort qu'il pourrait impunément leur faire avaler toujours davantage de mesures antiouvrières.

Deux ans de chiraquie revancharde n'ont pas permis au PS, au PCF et aux charlatans pseudo-trotskyistes de l'« unité pour battre la droite » de ressusciter les illusions fronts-populistes de collaboration de classes dans « la gauche », cruellement mises en pièces par des années de front populaire anti-ouvrier, anti-immigrés et antisoviétique. Quand Mitterrand, en avril dernier, se présenta contre un Chirac affaibli comme le meilleur garant de la « paix sociale », la bourgeoisie était bien consciente que cette absence d'illusions faisait du front populaire « recentré » de Mitterrand-II un bien piètre rempart contre la menace d'une explosion sociale. D'un autre côté, la droite parlementaire, usée prématurément par le mouvement des étudiants et la grève des cheminots, était manifestement bien en peine de tenir les rênes du pouvoir. Quant à la dernière alternative, menacer ouvertement la classe ouvrière en poussant en avant les bandes fascistes de Le Pen, elle apparaissait comme une solution beaucoup trop risquée dans l'immédiat.

Aujourd'hui, le chantage au « retour de la droite » n'intimide plus guère que les dirigeants du PCF et l'« extrême gauche » qui répètent stupidement des phrases vides sur « la gauche ». Les travailleurs voient bien qu'une grande

que le gouvernement. » Rocard-Giscard, même combat !

IL FAUT VOULOIR PRENDRE LE POUVOIR

En dénonçant la « politisation » des grèves et en affirmant bien haut qu'il faudra passer sur le corps de son gouvernement plutôt que de toucher un cheveu de la politique de « rigueur », Rocard tente de jouer sa carte la plus forte : mettre les grévistes, et les directions actuelles de la classe ouvrière, au défi de se battre pour le pouvoir. Car il s'agit de savoir si la vague actuelle de grèves dispersées va ou non se transformer en grève générale. Et une grève générale, une grève qui paralyse non seulement la production, mais aussi le gouvernement dont l'autorité est ouvertement défiée, pose inévitablement, devant toutes les classes de la nation, la question : *qui, de la bourgeoisie ou du prolétariat, va être le maître de la maison ?*

La LCR à l'œuvre dans une grève

Au lendemain de la journée nationale d'action du 20 octobre, le centre de tri de Sotteville-lès-Rouen s'est mis en grève, à l'appel de la CFDT, animée localement par la LCR, avec pour revendications le maintien de treize postes de travail et la titularisation de dix auxiliaires.

Les grévistes constituent, immédiatement, un piquet de grève et ferment les grilles. Face à la combativité des postiers, le directeur se dit prêt à négocier si les grilles sont ouvertes. Les grévistes ne sont pas d'accord. Au bout de trois jours, visiblement sans perspectives, la CFDT/LCR cherche à temporiser en argumentant que la fermeture des grilles n'est que symbolique. Pour les amis d'Alain Krivine, les moyens d'action des ouvriers relèvent du symbole ! Voilà rassurés ceux qui agitent le « complot trotskyste ».

A l'issue des négociations, la direction cède sur le maintien de douze postes, mais ne veut rien entendre sur les titularisations et propose des heures supplémentaires en guise de paiement des heures de grève. L'opinion générale des grévistes est que ce n'est pas assez. La CGT se prononce pour la reprise du travail. La

CFDT/LCR affirme que ce n'est pas si mal (sous-entendu qu'on n'obtiendra pas plus), en puisant dans l'arsenal des arguments des bureaucrates, et de déclarer que si l'on dit qu'on n'a pas gagné, « ça veut dire que les grèves ne servent à rien ». A ce moment-là, elle montre son visage en laissant voter, dans une première assemblée générale, l'encadrement hostile à la grève et, dans l'autre équipe, en faisant voter quatre fois pour tenter d'arracher la reprise du travail. En vain, la grève durera un jour de plus. Après une journée de reprise de travail, la grève rebondit et la direction cède trois titularisations et le paiement de 48 heures de grève !

Voilà, sur un cas concret, ce dont est capable une organisation pseudo-trotskyiste. Sans perspectives devant la détermination des ouvriers, alors elle se comporte en bureaucrate vulgaire. Conclusion, évidente pour des révolutionnaires : on ne peut pas appeler de ses vœux, toutes les semaines dans *Rouge*, la constitution d'un gouvernement de collaboration de classe-front populaire type 1981 et défendre les intérêts de la classe ouvrière.

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

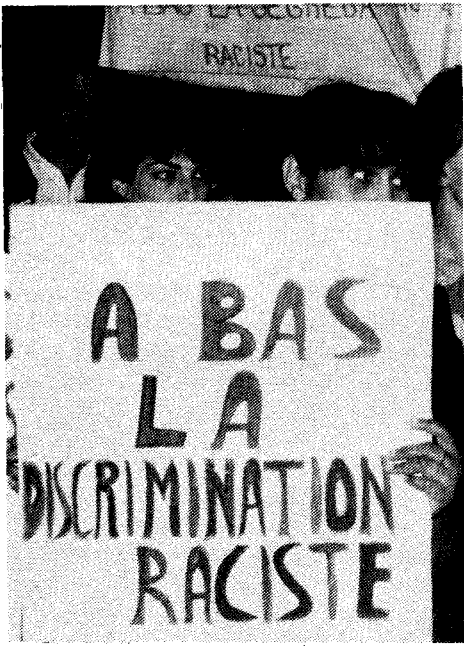
Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tel: 35 73 74 47

Lyon Spartacist
BP 7105
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

Spartacus!

Page de la Jeunesse et des Groupes spartacistes

Une victoire contre les quotas racistes



Le Bolchévik

Rouen, 1987 : la LTF organise le boycott du Flunch, où des immigrés étaient interdits d'accès.

14 novembre - Le tract reproduit ci-dessous a été diffusé par le Groupe spartaciste de Saint-Denis (Paris VIII).

En complément à ce tract, il est important de signaler que si l'inscription de quarante étudiants étrangers que l'université refusait a été formellement arrachée à Jospin et Demichel (présidente PCF de l'université) le 5 novembre, l'administration au niveau du rectorat et de la fac a tout fait pour la retarder : demande d'un examen de français alors que ces étudiants étaient détenteurs d'un bac francophone, demande de l'original du bac (beaucoup d'étudiants n'avaient en France que des photocopies certifiées). A toutes ces manoeuvres s'est ajouté le refus par certains « mandarins » (eh oui, il y en a même à Paris VIII ex-Vincennes) de les inscrire dans la filière de leur choix. Tant et si bien qu'ils n'ont eu leur carte d'étudiant en poche qu'une quinzaine de jours après la décision de Jospin. C'est seulement le risque d'une nouvelle mobilisation qui a mis en échec les tentatives de l'administration de reprendre d'une main ce qui lui avait été arraché à l'autre !

Samedi 5 novembre, Jospin et Demichel craquent ! Victoire : on a arraché l'inscription ! Depuis la rentrée, Demichel, la présidente (qui ose se dire « communiste » !) de la fac de Saint-Denis, refusait d'inscrire des dizaines d'étudiants étrangers. Aujourd'hui, les quarante-trois étudiants maghrébins dont la douzaine de grévistes de la faim (qui ont continué à maintenir leur demande) peuvent s'inscrire dans la filière et la fac de leur choix ; et ils ont la possibilité d'obtenir un titre de séjour sans retour préalable dans leur pays d'origine ! C'est une victoire à Saint-Denis contre les quotas racistes, et plus largement contre la discrimination raciste qui gangrène ce pays. Discrimination qui ne s'arrête pas aux brimades administratives, mais qui se traduit par des ratonnades et des crimes racistes (comme le meurtre de Malika le 8 octobre à Noisy-le-Sec), commis par des nerfs racistes en civil ou en uniforme abreuvés par le discours fasciste et les provocations terroristes du Front national.

Nous avons été, en tant que trotskystes, à la pointe du combat pour

l'inscription immédiate, et la seule organisation politique qui de bout en bout s'est battue pour mobiliser étudiants, enseignants, personnel ATOS. Dès le 18 octobre, nous diffusions un tract appelant à une occupation massive des locaux administratifs. Nous avons à plusieurs reprises pris la parole pendant des cours et dans le hall de la fac, et aussi soumis cette proposition dans toutes les assemblées générales qui se sont tenues à Paris VIII depuis la rentrée. Dès le début, l'UNEF-SE (majorité PCF) et l'UNEF-ID (majorité PS) se sont opposées à toute véritable mobilisation.

Comment aurait-on pu un seul instant avoir l'illusion que l'UNEF-ID se battrait contre la politique de son propre parti, le parti de Jospin-Rocard ? Parti à qui l'on doit depuis 81 le charter Joxe, précurseur du charter Pasqua, le décret raciste de Georgina Dufoix contre le regroupement familial, les camps de « rétention » pour « clandestins », le maintien des lois Pasqua, etc. Est-il nécessaire d'en dire plus ? Oui ! A Jussieu, la présidente d'université (PS) a fait intervenir deux fois les flics de Joxe (PS) pour éjecter des étudiants marocains qui, eux aussi, réclamaient leur inscription.

Quant à l'UNEF-PCF, elle ne voulait pas importuner sa présidente Demichel, membre du PCF de Vitry et du chauvin « Produisons français », et qui refusait d'inscrire les étudiants étrangers « pour ne pas dépasser son quota » ! L'UNEF-SE a donc combattu toute idée de mobilisation massive des étudiants, et d'occupation. Elle a fait diversion en proposant des manifestations contre le budget de Jospin, budget de misère sur lequel le PCF vient de s'abstenir à l'Assemblée nationale - ce qui a permis son adoption ! Il faut aussi se souvenir que les élus de l'UNEF-SE se sont abstenus au conseil d'administration sur le budget lamentable de Paris VIII, tout comme ils ont osé s'abstenir scandaleusement sur une motion demandant l'inscription des étudiants étrangers ! Pour sauver la face, l'UNEF-SE s'appuyait sur la « dialectique » criminelle suivante : il faut lutter pour un meilleur budget pour avoir plus de place dans les facs, pour ensuite accueillir plus d'étudiants et donc plus d'étrangers. Ce qui signifie concrètement accepter les quotas racistes et permettre que ceux qui n'ont pas d'inscription (donc pas de carte de séjour) se fassent expulser par les bons soins du « socialiste » Joxe !

Du fait de l'attitude criminelle des réformistes des deux UNEF, il n'est pas étonnant que des étudiants étrangers recourent à l'acte désespéré et dangereux qu'est la grève de la faim ! Une des « grévistes » était enceinte et a dû, comme deux autres, être hospitalisée au bout d'une dizaine de jours !

Mercredi 2 novembre, alors que les deux UNEF avaient disparu de la fac ou rasaient les murs, l'occupation commença à cinquante, grévistes de la faim

compris. Durant quatre jours, ces derniers restèrent dans le bâtiment administratif. On tenta de les intimider : provocations racistes de certains vigiles ; venue des flics suite à une mystérieuse alerte à la bombe ; communiqué de la présidente menaçant, de façon à peine voilée, de recourir à une évacuation sanitaire. Comme les « grévistes » auraient refusé cette évacuation, le service sanitaire aurait demandé l'« aide » des flics : un bon moyen pour la présidente de ne pas avoir à assumer la responsabilité directe de la venue des flics !

Alors que les économistes de Lutte

faire rendre gorge au gouvernement ! Et c'est la classe ouvrière qui est la force sociale qui en a la puissance. Mais le PCF, qui a appelé à voter Mitterrand, continue de lui donner son soutien « critique » - de l'extérieur - et d'avancer le mot d'ordre de « Rassemblement des forces de gauche ». C'est un appel évident à refaire 81, c'est-à-dire une union de la gauche-front populaire, avec des prétentions « plus à gauche » que l'actuel gouvernement PS-centriste, en rentrant à nouveau dans un gouvernement bourgeois de Mitterrand. Voilà ce qui fait courir le PCF : la même pseudo-



Le Bolchévik

ouvrière semblaient se satisfaire que les grévistes de la faim jouent avec leur santé et leur vie, nous avons continué à appeler à une mobilisation massive des étudiants, enseignants et personnel ATOS. Le vendredi 4, le personnel entra en action et sortait un tract en soutien aux étudiants non inscrits, et quelques enseignants se mobilisaient. Le 5, Demichel et Jospin craquaient, devant trois semaines d'agitation incessante et les évidentes prémisses d'une mobilisation massive.

Si nous avons pu mener avec intranquillité cette bataille jusqu'au bout, c'est parce que, contre la politique front-populiste de collaboration de classe des PS et PCF, nous avons un programme conséquent, révolutionnaire, de lutte contre la discrimination et la terreur racistes et pour écraser les fascistes, contre l'austérité capitaliste, contre le militarisme bourgeois et le bellicisme antisoviétique - pour un véritable gouvernement ouvrier. C'est parce que nous luttons pour construire un parti révolutionnaire, tribun du peuple - l'avant-garde dont a besoin la classe ouvrière pour prendre le pouvoir.

Grève des infirmières, dans les transports, dans les PTT, chez les mineurs, etc. - la France traverse la plus grande phase de lutte depuis 77. Il faut

A Vitry, les staliniens ont recours à des bulldozers contre un foyer de travailleurs immigrés... à la veille d'entrer dans le gouvernement de front populaire de 1981 (ci-contre). Ci-dessous, affiche du PCF : le chauvinisme sur les murs !



Le Bolchévik

perspective d'un gouvernement de collaboration de classe antiouvrier, anti-immigrés et antisoviétique !

Il faut une alternative révolutionnaire à Mitterrand et autres gérants réformistes du capitalisme. Mais ce qui manque douloureusement au prolétariat - la seule classe porteuse d'un avenir pour toute l'humanité - c'est une direction révolutionnaire, un parti léniniste-trotskyiste. Etudiant, si tu veux combattre cette société de misère, d'oppression, d'exploitation et de guerre impérialiste, range-toi dans le camp de la classe ouvrière. Rejoins le combat du Groupe spartaciste de Saint-Denis et de la Ligue trotskyste de France !

POUR UN MAI 68 QUI AILLE JUSQU'AU BOUT !

Groupe spartaciste de Saint-Denis, le 14 novembre 1988

LE «SOCIALISME DE MARCHÉ» EN EUROPE DE L'EST

Pour la planification centralisée basée sur la démocratie des soviets!

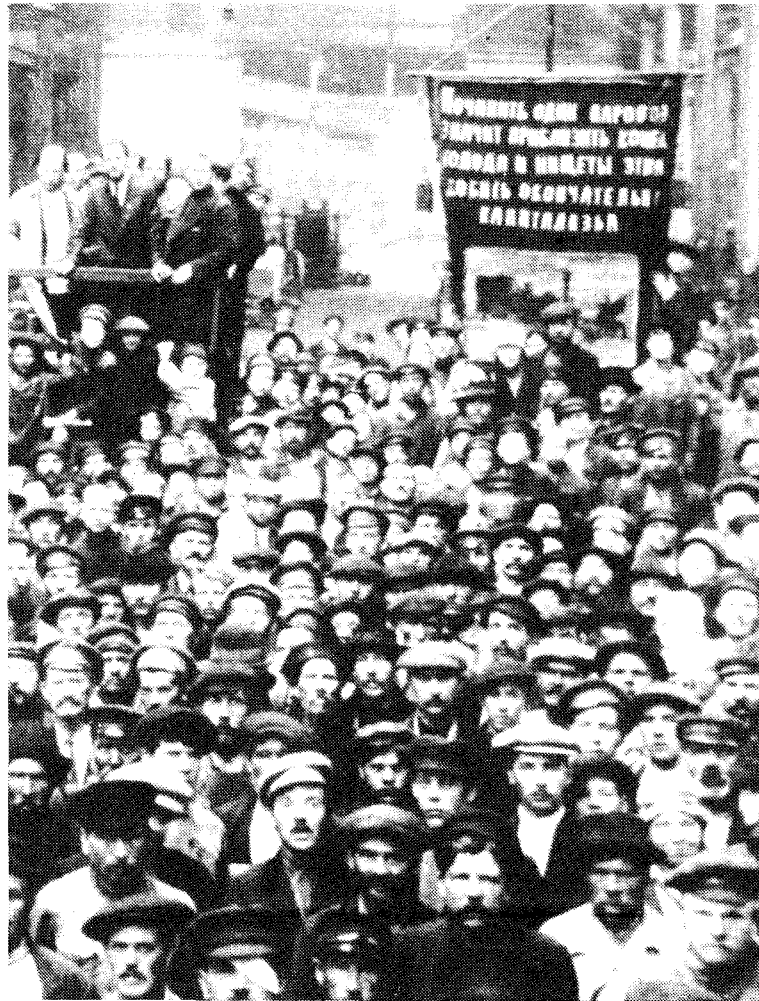
L'article ci-dessous, traduit de Workers Vanguard, conclut une série de trois dont les deux premiers ont été publiés dans le Bolchévick n° 87 et 88.

Troisième partie

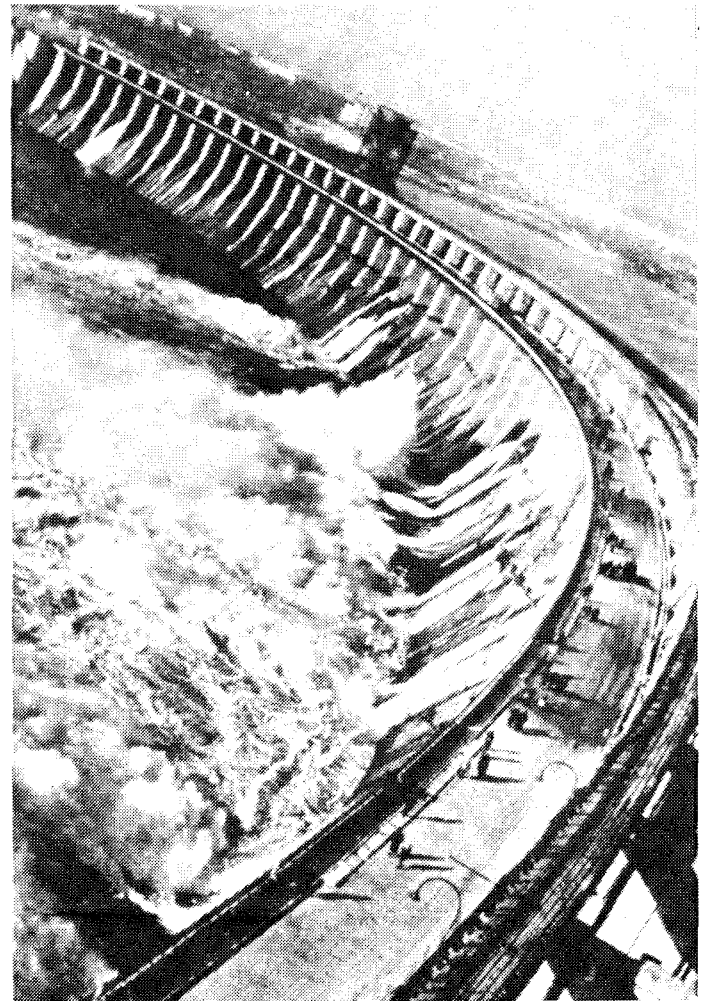
Quand la Yougoslavie de Tito institua l'autogestion ouvrière des entreprises à la fin des années 40, cette mesure fut présentée et considérée comme une remise en cause fondamentale du stalinisme. Quand, vingt ans plus tard, la Hongrie introduisit le Nouveau mécanisme économique, orienté vers le marché, cela fut perçu comme une anomalie notable parmi les Etats du bloc sino-soviétique. Mais aujourd'hui, le « socialisme de marché » a touché la Chine de Deng et l'URSS de Gorbatchev. L'économiste soviétique Abel Aganbeguian, l'intellectuel qui est le principal architecte de la *perestroïka* (restructuration), déclarait au cours de sa visite récente aux Etats-Unis : « Nous allons avoir un marché pour tous les facteurs de production, depuis les matières premières jusqu'aux machines-outils et aux biens de consommation durables, tout, pour remplacer le système de distribution centralisé. »

Nous voyons là une tendance historique dans les Etats ouvriers dégénéré/déformés, et pas simplement une coïncidence des zigzags des politiques économiques. Le glissement vers le « socialisme de marché » n'est ni linéaire ni irréversible. L'Allemagne de l'Est avait expérimenté le Nouveau système économique, orienté vers le marché, dans les années 60, mais a ensuite recentralisé son économie au début des années 70. Aujourd'hui, cependant, l'Allemagne de l'Est est l'exception, le seul grand pays d'Europe de l'Est à conserver planification et gestion centralisées. C'est aussi, et pas par hasard, l'économie la plus performante d'Europe de l'Est.

Les régimes staliniens ont une *tendance inhérente* à abandonner la planification centralisée en faveur d'un arrangement économique comprenant les éléments principaux suivants : prix et production déterminés par la concurrence des entreprises entre elles ; l'in-



Viktor Bulla



Novosti Press

Le communisme c'est les soviets plus l'électrification disait Lénine. A gauche, les ouvriers de l'usine métallurgique de Putilov élisent leurs députés au soviet de Petrograd en 1920. A droite, l'usine hydro-électrique de Dnieperstroï que Trotsky recommandait de construire. En 1926, Staline déclarait que cette gigantesque centrale hydro-électrique serait aussi utile à l'URSS qu'un gramophone à un paysan sans vaches. Pourtant, en 1932, le générateur de Dnieperstroï produisait plus d'électricité que la Russie tout entière sous le tsar.

vestissement, les rémunérations des gestionnaires et les salaires des ouvriers fonction de la rentabilité des entreprises ; fermeture des entreprises non rentables, avec comme résultat du chômage ; élimination des prix subventionnés, avec comme résultat un taux d'inflation plus élevé ; extension du rôle des petits entrepreneurs capitalistes, en particulier dans le secteur des services ; renforcement des liens commerciaux et financiers avec les capitalismes occidental et japonais, y compris en encourageant les sociétés mixtes (*joint ventures*). Ces mesures ne signi-

fient pas un retour larvé au capitalisme, comme le prétendent beaucoup de commentateurs bourgeois et un nombre non négligeable de militants de gauche aux idées confuses. Mais elles renforcent bel et bien, à l'intérieur, les forces pour la contre-révolution capitaliste.

En même temps, la *perestroïka* de Gorbatchev signifie des conditions de vie plus dures pour les ouvriers soviétiques. Alors que l'intelligentsia espère une nouvelle vague de libéralisation, similaire à la « déstalinisation » khrouchtchévienne au milieu des années 50,

pour la classe ouvrière il y a un retour partiel aux pratiques de gestion de la main-d'œuvre de l'époque de Staline. Au lieu du développement des biens de consommation et de l'assouplissement de la discipline du travail draconienne qui se produisirent pendant le « dégel » de l'après-Staline, il y a maintenant une campagne *antiégalitariste*, avec la réintroduction à grande échelle du salaire aux pièces, un élargissement de l'éventail des revenus entre les ouvriers et l'élite des gestionnaires et des techniciens. Un article récent du *New York Times* (10 mai) décrivait l'impact de la *perestroïka* dans un port de la mer Noire : « [...] la dureté du marché viole le sentiment de justice et d'égalité renforcé par soixante-dix ans de régime soviétique. »

Les travailleurs soviétiques vont par conséquent s'opposer aux effets du « socialisme de marché ». Il est clair que l'URSS de Gorbatchev va vers une sérieuse agitation ouvrière, bien que nous ne puissions pas prédire son ampleur, ses revendications immédiates ou quelle direction elle se donnera. La combinaison explosive de mesures économiques orientées vers le marché et de libéralisation politique a créé les meilleures opportunités pour l'émergence d'un mouvement ouvrier indépendant qu'on ait connus depuis les années 20. En URSS, la tâche centrale d'une avant-garde léniniste-trotskyiste renaissante sera de faire le lien entre les luttes économiques défensives de la classe ouvrière et le programme de la révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne, éta-



Der Spiegel

Des queues devant des boutiques vides à Varsovie. Le régime stalinien polonais impose l'austérité dictée par les banquiers occidentaux.

blir une économie à planification centralisée sur la base de la démocratie des soviets et rendre à la Russie soviétique son rôle de bastion de la révolution mondiale.

Les crises économiques qui touchent la plus grande partie de l'Europe de l'Est et la tendance à l'introduction de réformes orientées vers le marché démontrent l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays. Dès les années 1840, Marx et Engels insistaient que « la révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale » (*Principes du communisme* [1847]). Pour réaliser le communisme, il faut au moins les efforts combinés de plusieurs des pays les plus avancés économiquement. Un régime socialisé isolé sera soumis à d'énormes pressions militaires et économiques de la part du monde capitaliste qui l'encerclera, pressions qui déformaient et détruiraient à terme un Etat ouvrier nationallement limité.

DU COMMANDISME BUREAUCRATIQUE A LA « PERESTROÏKA »

Les avocats du « socialisme de marché » dans l'URSS de Gorbatchev regardent d'un œil favorable la Nouvelle politique économique (NEP), en particulier au milieu et à la fin des années 20, quand son principal défenseur idéologique était Nikolaï Boukharine et le principal responsable de son application était Joseph Staline, alors en bloc avec Boukharine. Ce dernier parlait de construire le socialisme « à une allure de tortue », insistait que l'augmentation de la production industrielle en Union soviétique devait être déterminée par la demande du marché, la demande de produits manufacturés des petits propriétaires paysans. L'Opposition de gauche, dirigée par Léon Trotsky, insistait sur la nécessité d'une industrialisation rapide et d'une planification centralisée. Dès 1925, Trotsky lançait une mise en garde : « [...] si l'industrie d'Etat se développe plus lentement que l'agriculture [...], ce processus, évidemment, conduira à une restauration du capitalisme » (*Où va la Russie ?*).

Comme l'Opposition l'avait prédit, à la fin des années 20, les contradictions croissantes de la NEP conduisirent à une grave « crise des ciseaux », l'industrie sclérosée étant incapable de satisfaire les demandes de la paysannerie, laquelle réduisit de manière drastique ses livraisons de céréales, menaçant ainsi de paralyser la Russie urbanisée. Staline réagit par un tournant vers une politique d'aventurisme économique gauchiste - collectivisation forcée de l'agriculture, commandisme bureaucratique et industrialisation à un rythme effréné. A la fin du premier plan quinquennal, il affirmait avec vantardise : « La tâche fondamentale du plan quinquennal a été, en transformant l'URSS en un pays industriel, de chasser complètement les éléments capitalistes, d'élargir le front des formes d'économie socialistes, et de créer la base économique de l'abolition des classes en URSS, pour la construction d'une société socialiste » (J.V. Staline, *Les résultats du premier plan quinquennal*, janvier 1933). Staline déclarait que les succès du premier plan quinquennal étaient qu'il « a créé les conditions préalables qui permettront non seulement de rattraper, mais avec le temps de dépasser, techniquement et économiquement, les pays capitalistes avancés ».

Trotsky reconnaissait l'énorme signification historique de la construction économique soviétique, mais il soulignait les limites et les contradictions de l'industrialisation stalinienne, et dénonçait l'illusion de la « construction du socialisme dans un seul pays » : « Le rôle progressiste de la bureaucratie soviétique coïncide avec la période d'assimilation. Le gros travail d'imitation, de



TASS from Sovfoto

Gorbatchev exhorte les ouvriers soviétiques à travailler plus dur encore. Mais sa politique de « perestroïka » se traduit par des conditions de vie et de travail plus dures pour les ouvriers.

greffe, de transfert, d'acclimatation s'est fait sur le terrain préparé par la révolution. Il n'a pas été question, jusqu'ici, d'innover dans le domaine de la technique, de la science ou de l'art. On peut construire des usines géantes d'après des modèles importés de l'étranger sous le commandement bureaucratique, en les payant, il est vrai, le triple de leur prix. Mais plus on ira, plus on se heurtera au problème de la qualité et celui-ci échappe à la bureaucratie comme une ombre. La production semble marquée du sceau gris de l'indifférence. Dans l'économie nationalisée, la qualité suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange » (*la Révolution trahie* [1936], souligné dans l'original).

Aujourd'hui, Gorbatchev admet que, dans le domaine précisément de la qualité, de l'innovation technique et scientifique, l'Union soviétique est de plus en plus en retard sur les capitalistes occidentaux et japonais : « Notre pays, qui jusqu'ici rattrapait peu à peu les nations les plus avancées du monde, voyait ses positions de plus en plus menacées. De plus le fossé, en efficacité de production, qualité des produits, développement scientifique et technique, production de technologies avancées et utilisation des techniques de pointe, ne cessait de se creuser à notre désavantage » (*Perestroïka : vues neuves sur notre pays et le monde* [1987]).

On peut raisonnablement poser la question : pourquoi a-t-il fallu un demi-siècle pour que les contradictions économiques de l'URSS stalinienne, décrites par Trotsky dans *la Révolution trahie*, se manifestent au grand jour ? La réponse tient aux effets, économiques et politiques, de la Deuxième Guerre mondiale (qu'en URSS on appelle la Grande guerre patriotique). L'opération Barbarossa de Hitler, bien que finalement brisée par l'Armée rouge, avait dévasté la Russie occidentale et l'Ukraine. Vingt-cinq millions de personnes étaient sans abri, des centaines de villes et des milliers de villages complètement détruits. En 1945, la production industrielle, dans les régions qui avaient été occupées par l'Allemagne nazie, atteignait seulement 30 % du niveau d'avant-guerre. De ce fait, le quatrième plan quinquennal (1946-50) dut largement recommencer le travail de construction d'une base industrielle accompli par les trois plans précédents. La production industrielle soviétique ne rattrapa le niveau d'avant-guerre qu'en 1950.

La résistance à l'invasion nazie raviva le sentiment patriotique parmi les peuples soviétiques. Ce fut encore intensifié par la Guerre froide, provoquée par l'impérialisme US dont les dirigeants menaçaient d'user de leur monopole des armes nucléaires contre

l'URSS. Les ouvriers et les paysans soviétiques, de ce fait, acceptèrent les sacrifices et la discipline du travail nécessaires pour la reconstruction rapide de l'économie après la guerre. Durant cette période, même le parasitisme et la corruption bureaucratiques étaient mesurés, comparés à l'atmosphère de *dolce vita* qui régnait dans l'entourage de Brejnev pendant les années 70.

La dénonciation des crimes monstrueux de Staline par Khrouchtchev en 1956 suscita un espoir de renouveau socialiste, en particulier parmi la jeunesse. Le film soviétique *Moscou ne croit pas aux larmes* décrit l'idéalisme social naif mais authentique de jeunes paysans qui arrivent dans une grande ville comme ouvriers d'usine au début de l'ère Khrouchtchev. Le film dépeint aussi le malaise social des dernières années Brejnev, pendant la fin des années 70 - le personnelisme égocentrique et le

Sven Publications



Staline joue avec une limousine, symbole de l'oligarchie privilégiée du Kremlin.

cynisme politique, le tapage des bandes de rue dans les banlieues aisées de Moscou. Gorbatchev lui-même déplore le déclin de l'idéalisme socialiste dans l'Union soviétique contemporaine, qu'il décrit en ces termes : « La morale publique se dégradait ; les grands sentiments de solidarité qui s'étaient forgés aux temps héroïques de la Révolution, des premiers plans quinquennaux, de la Grande guerre patriotique et du relèvement des décombres qui l'avaient suivie - tout cela s'affaiblissait. En revanche l'alcoolisme, l'usage des drogues, la criminalité allaient croissant, et la pénétration des stéréotypes d'une culture de masse qui nous était étrangère ne fit qu'alimenter la vulgarité comme les goûts les plus bas, et accroître le désert idéologique » (*Perestroïka : vues neuves sur notre pays et le monde*).

Gorbatchev mélange et confond des types d'idéalismes sociaux très différents. Les ouvriers qui firent la Révolution bolchévique étaient pénétrés de

l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire ; ils croyaient qu'ils conduiraient le genre humain tout entier vers un avenir socialiste. Quand l'anarchiste juif polonais Hersh Mendel arriva à Moscou en octobre 1917, il demanda à un groupe de Gardes rouges pourquoi ils se battaient. L'un d'eux lui répondit qu'ils se battaient pour la fraternité des peuples (cf. « *Memoirs of a Revolutionary Jewish Worker* », *Spartacist* n° 41-42, édition anglaise, hiver 1987-88). Au contraire, les membres des brigades de choc des premiers plans quinquennaux de Staline croyaient qu'ils construisaient, en l'espace de quelques années, le socialisme dans un seul pays. Et en défendant la « patrie socialiste » contre l'invasion des nazis allemands, les ouvriers et les paysans soviétiques répondaient aux appels au patriotisme national lancé par Staline.

Néanmoins, Gorbatchev a raison sur un point important. Pendant les dernières années Brejnev, toutes les formes d'idéalisme social se sont atrophiées en Union soviétique. Et cela a eu un impact profondément négatif sur l'économie, exprimé dans la formule cynique qu'on retrouve dans tout le bloc soviétique : « *Nous faisons semblant de travailler, et ils font semblant de nous payer.* » La réponse de Gorbatchev a été de réintroduire le salaire aux pièces et de lier les salaires à la rentabilité des entreprises. D'autres éléments de l'élite du Kremlin voulaient aller encore plus loin que Gorbatchev dans cette direction. Par exemple, l'économiste Nikolai Chmelev, un ex-gendre de Brejnev et partisan acharné de la *perestroïka*, prétend que seul le fouet du chômage pourra rétablir la discipline du travail : « *Aujourd'hui il est, je pense, clair pour tout le monde que la pagaille, l'alcoolisme et le travail bâclé sont largement dus à un plein emploi excessif. Nous devons discuter sans crainte, et de manière sérieuse, ce que*

nous gagnerions à avoir une armée de réserve industrielle comparativement peu nombreuse [...]. Un réel danger de perdre son emploi et de percevoir une allocation temporaire, ou d'être obligé de travailler là où on vous envoie, serait un très bon remède pour la faiblesse, l'alcoolisme et l'irresponsabilité » (cité dans *Gorbatchev's Economic Plans*, US Congress, Joint Economic Committee).

A sa manière, Chmelev met le doigt sur la contradiction fondamentale d'un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré. La planification économique, dont un des avantages principaux est le plein emploi, ne peut être efficace que quand les ouvriers, l'intelligentsia technique et les gestionnaires s'identifient avec le gouvernement qui élabore les plans. Quand ils se sentent étrangers à l'oligarchie au pouvoir, le plan sera ignoré et sapé à la base. Les objectifs formels du plan seront peut-être atteints, mais

Suite page 8

Planification...

Suite de la page 7

avec des produits de mauvaise qualité et mal assortis. Les matières premières, l'énergie et autres ressources seront gaspillées. Les marchandises et le matériel appartenant à l'Etat seront détournés vers le marché noir, sapant l'économie socialisée.

Dans le cadre du stalinisme, il y a par conséquent une tendance inhérente à remplacer la planification et la gestion centralisées par des mécanismes de marché. Puisque les gestionnaires et les ouvriers ne peuvent pas être soumis à la discipline de la démocratie des soviets (conseils ouvriers), la bureaucratie considère de plus en plus que la seule réponse à l'inefficacité économique est de soumettre les acteurs économiques à la discipline de la concurrence. Restaurer la démocratie ouvrière en Union soviétique n'est pas un idéal abstrait, mais une *condition vitale* pour le renouveau de l'économie soviétique sur une base socialiste.

PLAN, MARCHÉ ET DEMOCRATIE DES SOVIETS

La démocratie ouvrière n'est évidemment pas une panacée pour les problèmes économiques, en Union soviétique ou ailleurs. Au début des années 30, Trotsky faisait remarquer que la bureaucratie soviétique imaginait qu'elle « pourrait [...] construire a priori un plan économique définitif et sans aucune faute, en commençant par calculer les hectares de fourrage et en finissant par les boutons de gilet ». Un gouvernement ouvrier authentique ne serait pas non plus doué d'une prescience parfaite et de la capacité d'élaborer jusqu'au moindre détail un plan absolument parfait. C'est pourquoi, écrit Trotsky, « seule la coordination de ces trois éléments, la planification étatique, le marché et la démocratie soviétique, peuvent assurer une direction juste de l'économie de l'époque de transition » (« l'économie soviétique en danger au seuil du deuxième plan quinquennal » [1932]).

Il n'y a bien sûr pas de recette toute faite, applicable en tous temps et en tous lieux, pour comment combiner planification centralisée, marché et démocratie des soviets. Cela dépendra du niveau de développement économique, de la situation internationale et d'une myriade d'autres conditions changeantes. La démocratie ouvrière et la planification ne suffisent pas ; il doit aussi y avoir une direction politique intelligente – un parti révolutionnaire – pour prendre en compte la situation concrète à laquelle sera confronté un Etat ouvrier donné, et pour s'y adapter. Nous pouvons cependant esquisser certaines lignes directrices concernant le plan, le marché et la démocratie ouvrière.

Il est clair que la planification à long terme est adaptée à certaines activités économiques et pas à d'autres. Pour construire une nouvelle ville ou développer de nouveaux gisements pétroliers en Sibérie, un plan sur dix ou même quinze ans pourra être souhaitable. Pour construire de nouvelles usines, un plan quinquennal sera peut-être optimal. D'un autre côté, les quantités produites par un certain nombre d'usines – combien de jupes et de chemises, de casseroles et de poêles – pourront être modifiées toutes les semaines ou tous les quinze jours en fonction des variations de la demande sur le marché.

La planification à long terme doit être appliquée à l'extension des capacités productives (usines, voies ferrées, etc.) et à d'autres projets de construction tels que logements, écoles, hôpitaux. La production des différents produits de consommation et produits semi-finis devra être ajustée constamment, sur la base des variations de l'offre et de la demande. Pour ce faire, le mécanisme n'a pas besoin d'être et ne devra

pas être la concurrence entre entreprises, comme en Yougoslavie ou en Hongrie. Au lieu de cela, il devra y avoir un *mécanisme de marché centralisé*, dont un modèle théorique a été développé par l'économiste socialiste polonais Oskar Lange dans les années 30.

Staline a discrédité la planification centralisée. Pour beaucoup de gens, planification centralisée signifie un petit groupe de bureaucrates ou de technocrates qui gèrent l'économie. Comment peut-on combiner planification et démocratie des soviets ? De façon générale, la décision économique la plus fondamentale à laquelle la société est confrontée est le partage de la production totale entre consommation et investissement, et le partage de l'investissement entre biens de consommation et biens de production (par exemple les machines-outils). En règle générale, plus est grande la proportion de la production totale qui est investie et plus est grande la proportion de l'investissement allant vers les biens de consommation, plus important sera l'accroissement à long terme des revenus.

Dans les années 20, l'économiste soviétique G.A. Feldman, se basant sur le modèle de la reproduction élargie de Marx exposé dans le tome III du *Capital*, développa un modèle théorique pour la planification à long terme. (Ce travail de pionnier, « On the Theory of Growth Rates of National Income », a été publié en anglais dans *Foundations of Soviet Strategy for Economic Growth*, éditeur Nicolas Spulber [1964]). Feldman faisait dépendre le niveau actuel de l'investissement, et son partage entre biens de consommation et de production, des taux de croissance futurs du revenu par habitant, de la consommation et de l'investissement. Sur la base des travaux de Feldman ou de modèles similaires, il est possible d'élaborer une série d'alternatives pour le plan, depuis celui qui maximiserait la consommation à court terme jusqu'à celui qui maximiserait la croissance à long terme du revenu. Les plans alternatifs pourront être soumis à la plus haute instance soviétique, laquelle déterminera alors le profil futur de l'économie.

Une fois déterminée la croissance du revenu par habitant, il est possible de prévoir – sur la base de l'expérience passée, d'études et en consultation avec les coopératives de consommateurs – l'accroissement de la demande pour les grandes catégories de produits de consommation (alimentation, vêtements, matériel ménager, automobiles, etc.) L'accroissement des quantités de matières premières et de biens intermédiaires (acier, plastiques, textiles, etc.) nécessaires pour produire la gamme finale de produits finis pourra être prévu par l'analyse input-output développée pour la première fois dans les travaux de Vassily Leontief. (Leontief était étu-

diant en économie à l'université de Leningrad au milieu des années 20, avant d'émigrer en Occident. On doit donc considérer l'analyse input-output comme une conséquence du débat sur l'industrialisation et la planification en Union soviétique pendant les années 20, débat à la fois d'une grande richesse théorique et d'une grande importance historique.) Le développement rapide de la technologie informatique, au cours des dernières années, a considérablement accru la portée potentielle et la précision de l'analyse input-output. Il est ainsi possible d'élaborer un plan d'investissement qui allie cohérence interne et conformité avec la croissance globale, déterminée démocratiquement, de l'investissement et de la consommation.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, la répartition de la production des différents biens de consommation et des services devra être déterminée par l'intermédiaire d'un mécanisme de marché central. Comment cela fonctionnera-t-il ? Prenons par exemple une industrie textile. Un organisme de distribution centralisé aura la responsabilité d'approvisionner un certain nombre de magasins et de coopératives de consommateurs. Il aura lui-même recours à différentes usines de confection. Si un modèle ou une taille particulière de chemise vient à manquer, l'organisme demandera à (ou aux) usine(s) de produire davantage de tel produit et moins d'autres produits disponibles en relativement grandes quantités. Les usines de confection, de leur côté, seront approvisionnées par un organisme de distribution centralisé dont dépendront différentes usines fabriquant des tissus. Si tel ou tel modèle de fibre synthétique vient à manquer, ce dernier organisme demandera aux usines d'en augmenter la production, et de réduire celle des produits en excédent relatif.

L'idée que la concurrence est nécessaire pour ajuster la production et la demande de biens de consommation est un mythe de l'économie bourgeoise. En fait, ce n'est même pas vrai de l'économie fortement monopoliste des pays capitalistes avancés. Le contrôle informatisé des stocks est maintenant courant aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest. Quand quelqu'un va dans un des grands supermarchés, les produits qu'il achète sont enregistrés à la caisse, où une cellule photo-électrique lit le code des produits sur leur emballage. Cette information est envoyée dans un réseau de distribution complexe, qui relie les usines aux magasins. Une économie socialiste sera encore plus efficace, pouvant ajuster en permanence la production aux besoins et à la demande changeants de la société.

L'ajustement entre l'offre et la demande dépend bien sûr (de manière critique) du niveau relatif auquel sont fixés les prix. Une robe que l'on s'arache dans les magasins pour vingt dol-



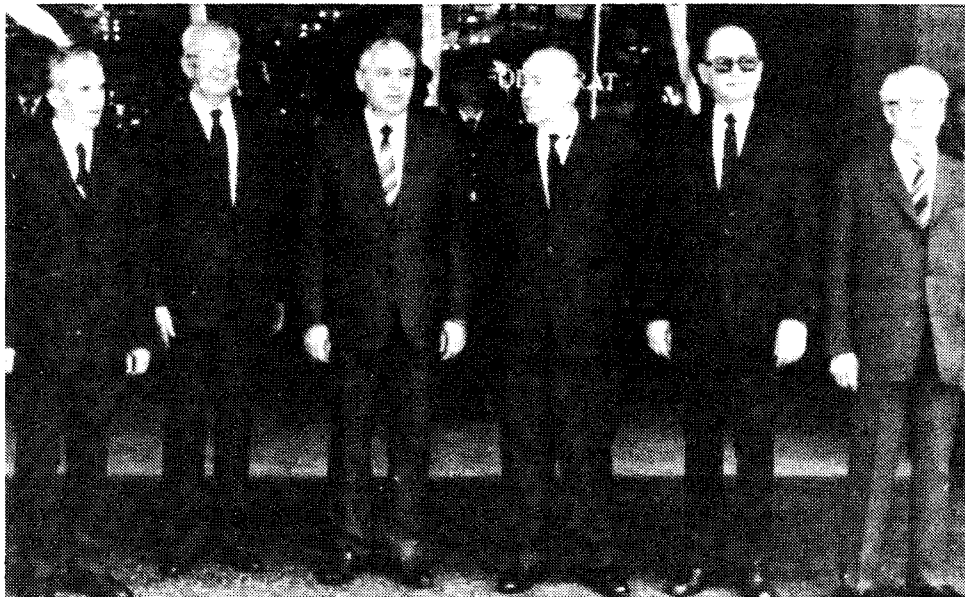
Léon Trotsky, co-dirigeant, avec Lénine, de la Révolution bolchévique, en 1917

lars pourra être invendable à quarante dollars. Comment son prix devra-t-il donc être déterminé ? En général, les prix devront être proportionnels aux coûts de production, c'est-à-dire que si un modèle de robe coûte deux fois plus cher à produire qu'un autre, les consommateurs devront le payer le double. Cela n'interdit pas des subventions ou des taxes supplémentaires dans des cas spécifiques. Par exemple, pour encourager les enfants à lire, les livres pour enfants pourraient être vendus au-dessous du coût de publication. L'organisation économique décrite ci-dessus ne sera pas totalement immunisée contre les déséquilibres et les goulots d'étranglement. Mais aucun système économique ne peut anticiper complètement les changements des besoins, des ressources et des technologies. C'est la vie, c'est tout.

AUTOGESTION OUVRIÈRE CONTRE PLANIFICATION SOCIALISTE

La question de l'autogestion et du contrôle ouvrier est devenue un océan sans bornes de confusion et de confusionnisme. C'est aussi devenu une revendication commune, avancée par des opposants qui se veulent à gauche du commandisme bureaucratique stalinien traditionnel. Par exemple, le manifeste publié par la Fédération des clubs socialistes, fondée à Moscou au cours de l'été 1987, demande le « transfert des moyens de production sociaux (usines) à un système de location-vente d'entreprises autogérées à des collectifs », tout en appelant simultanément à la « démocratisation du système de planification » (*International Viewpoint*, 9 novembre 1987). Il va sans dire que le manifeste des clubs socialistes n'indique pas comment il serait possible de combiner entreprises autogérées et planification économique démocratisée.

Les principes de l'organisation économique socialiste énoncés plus haut définissent la nature et les limites du contrôle ouvrier sur le lieu de production. Les ouvriers éliront certainement leurs propres gestionnaires, et prendront certaines décisions concernant la gestion (par exemple l'organisation de programmes de formation). Une petite part de l'investissement total – disons 10 % – pourra être mise à la disposition des conseils ouvriers d'usine, et leurs décisions intégrées dans le plan d'investissement futur. Mais si les conseils ouvriers d'usine, chacun de leur côté, déterminaient production et prix, ce serait recréer l'anarchie du marché. Des conseils d'entreprise ne peuvent pas



Gorbatchev, troisième à partir de la gauche, avec des chefs d'Etat du pacte de Varsovie. Les crises économiques, un produit de la gabegie stalinienne, l'autarcie nationale et la pression impérialiste ruinent une grande partie de l'Europe de l'Est.

non plus décider le montant et la composition de l'investissement, car des groupes particuliers d'ouvriers ne peuvent pas disposer à discrétion du budget de l'Etat, c'est-à-dire du *surplus social collectif*.

En réponse au premier article de cette série, « La banqueroute du modèle yougoslave », nous avons reçu une intéressante lettre d'un lecteur de *Workers Vanguard*, Bob Montgomery. Il soulignait que la *Critique du programme de Gotha* de Marx attaquait la conception du prolétariat comme un conglomerat de groupes d'ouvriers, devant être incorporés dans des coopératives de producteurs soutenues par l'Etat. C'était la version XIX^e siècle de l'autogestion ouvrière.

Marx rappelait aux philistins « socialistes » que les ressources pour le remplacement et le développement des moyens de production, le fonds destiné aux retraités et aux autres personnes dans l'incapacité de travailler, les dépenses pour les écoles et les hôpitaux, etc., devront être déduites du produit social total avant que celui-ci soit distribué individuellement aux ouvriers. Il soulignait que « *ce qui est enlevé au producteur, en tant qu'individu, il le retrouve directement ou indirectement, en tant que membre de la société* ». Comme l'expliquait Marx, la différence entre le socialisme et le capitalisme, c'est que l'ouvrier fonctionne *non* comme un producteur de travail privé mais comme un membre du collectif social. Comme l'écrivait notre lecteur, la conscience de classe du prolétariat révolutionnaire n'a rien en commun avec le fétichisme syndicaliste des ouvriers



New York Times



Newsweek

Hongrie, 1956: la crise de la « déstalinisation » provoqua une révolution politique prolétarienne et des unités de l'armée hongroise ont rallié les conseils ouvriers en insurrection.

Andor Heller



verge avec celle des bureaucrates staliens (tant ceux de la vieille garde que les réformateurs), ainsi qu'avec celle des idéologues bourgeois. Tous supposent que les mêmes ouvriers effectuent, année après année, le même travail dans les mêmes usines ou bureaux. Le contraste est frappant avec la conception marxiste du socialisme, qui est celle d'une économie dont le dynamisme technologique sera tel que le travail mécanique et répétitif se raréfiera rapidement, et sera remplacé par une activité scientifique et artistique *créatrice*: « *Economiser du temps de travail, c'est accroître le temps libre, c'est-à-dire le temps servant au développement complet de l'individu, ce qui*

Marché commun de l'Europe de l'Ouest capitaliste. Le commerce au sein du COMECON est seulement un peu plus avancé que le troc. Par exemple, si l'Allemagne de l'Est détient un surplus commercial vis-à-vis de la Pologne, elle ne peut pas utiliser le crédit correspondant pour augmenter ses importations en provenance de Hongrie.

En conséquence du refus des bureaucraties de coordonner leurs politiques économiques au-delà des frontières nationales, le commerce au sein du COMECON est basé sur *les prix du marché mondial* (avec un temps de retard, et sous réserves de négociations dans des cas spécifiques). Cette pratique est respectée même quand les prix du marché mondial sont extraordinairement déformés par des extra internationaux, comme avec la manipulation du marché mondial du pétrole par les compagnies pétrolières et l'OPEP. Les propositions, faites récemment par Aganbeguian et d'autres, pour rendre à terme le rouble convertible, ne feront qu'accroître les effets perturbateurs des fluctuations du marché mondial sur le COMECON.

Au début des années 70, quand le prix du pétrole sur le marché mondial fut gonflé de 400 %, l'Union soviétique vendait du pétrole à l'Europe de l'Est pour une fraction sans cesse plus petite du prix de l'OPEP. En conséquence de quoi, les bureaucrates d'Europe de l'Est gaspillaient l'énergie au lieu de l'économiser. En Pologne, en Hongrie et en Allemagne de l'Est, les nouvelles usines étaient conçues pour utiliser l'énergie comme si le pétrole bon marché devait durer éternellement. Par la suite, en 1975-76, l'Union soviétique augmenta de 70 % le prix du pétrole au sein du COMECON, et réduisit également ses livraisons de pétrole et de gaz naturel en Europe de l'Est, de façon à en vendre davantage sur le marché capitaliste mondial, en profitant des prix d'extorsion pratiqués par les compagnies pétrolières et l'OPEP.

Au milieu des années 70, les pays

d'Europe de l'Est encaissèrent un double choc, dont ils ne se sont pas remis à ce jour (à l'exception de l'Allemagne de l'Est). La récession capitaliste mondiale de 1974-75 fit s'effondrer leurs marchés d'exportation occidentaux, tandis que le coût des combustibles fossiles et d'autres matières premières (importés pour une large part d'Union soviétique) s'envolait. Pour préserver l'emploi et le niveau de vie, les régimes staliens d'Europe de l'Est se tournèrent vers les requins de la finance de Wall Street, de la City de Londres et de la Bourse de Francfort. La dette de l'Europe de l'Est auprès des banques occidentales fut multipliée par cinq entre 1974 et 1980, passant de onze à cinquante-cinq milliards de dollars. Pour rembourser les intérêts de leurs dettes, la Pologne, la Hongrie et la Yougoslavie ont, depuis 1980, imposé des mesures d'austérité toujours plus sévères, dictées par le cartel mondial des banquiers, le Fonds monétaire international (FMI).

En Pologne, la crise économique a conduit le pays au bord de la contre-révolution. La puissante Eglise catholique - dont un des fils, Karol Wojtyla de Cracovie, est devenu le pape Jean-Paul II en 1979 - réussit à mobiliser la majorité de la classe ouvrière via le « syndicat libre » Solidarność. Lech Walesa et les autres dirigeants cléricaux-nationalistes de Solidarność firent une tentative pour s'emparer du pouvoir, tentative qui fut stoppée au dernier moment par le contre-coup d'Etat du général Jaruzelski en décembre 1981. Mais l'économie polonaise, criblée de dettes, et dont l'état a encore empiré avec les réformes à la Gorbatchev, orientées vers le marché, de Jaruzelski, a une fois de plus provoqué une agitation ouvrière généralisée. Et une fois de plus, Walesa, l'agent à Gdansk de l'impérialisme du « monde libre », cherche à exploiter (heureusement, sans beaucoup de succès) la banqueroute du stalinisme polonais.

Suite page 10

A gauche, l'économiste socialiste polonais, Oskar Lange, a développé un modèle théorique combinant un calcul des besoins du marché avec la gestion centralisée. A droite, l'économiste soviétique Vassili Leontiev a avancé le premier l'analyse « input-output », instrument clé de la planification centralisée.

agit en retour sur la force productive du travail et l'accroît [...]. Le temps libre - pour le loisir aussi bien que pour les activités supérieures - transformera tout naturellement celui qui en jouit en un individu différent, et c'est cet homme transformé qui se présentera ensuite dans le procès de production immédiat. L'homme en devenir trouve dans le procès de production immédiat aussi bien une discipline que matière à exercices d'application, un savoir expérimental qu'une science créatrice. L'homme accompli, lui, n'y trouve qu'une science déjà objectivée dans la société et dont son cerveau est déjà empli » (Karl Marx, Fondements de la critique de l'économie politique, éditions Anthropos, 1968).

Cette conception d'un avenir communiste suppose un *ordre économique global*, lequel nécessite l'appropriation des ressources productives des *pays capitalistes avancés* au moyen d'une révolution prolétarienne.

VERS UN ORDRE SOCIALISTE GLOBAL

Les crises économiques qui ravagent actuellement la plupart des pays d'Europe de l'Est sont une conséquence directe du dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays ». L'organisation économique du bloc soviétique, le Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON, aussi abrégé sous le sigle CMEA), est *moins intégré* que le

qui géneraient leurs « propres » moyens de production, et échangeraient leurs produits avec d'autres groupes d'ouvriers.

Beaucoup d'opposants de l'oligarchie du Kremlin qui se veulent à gauche, comme Boris Kagarlitsky, principal organisateur de la Fédération des clubs socialistes, voient l'autogestion des entreprises, qui affaiblirait le pouvoir de la *nomenklatura* (la caste bureaucratique dirigeante), comme la voie de moindre résistance vers la démocratie ouvrière. En fait, l'autogestion des entreprises peut servir de *diversion* efficace pour détourner d'une véritable lutte pour la démocratie soviétique. Le régime Gorbatchev lui-même a fait beaucoup de tapage autour du fait que les ouvriers sont autorisés à élire les gestionnaires. Et les chefs du Kremlin sont disposés à laisser les ouvriers prendre certaines décisions concernant le fonctionnement des entreprises, en particulier quand ces décisions sont déterminées par la nécessité de maximiser les profits. Comme le démontre l'expérience yougoslave, l'autogestion ouvrière et le « socialisme de marché » affaiblissent la *conscience politique* du prolétariat, et aggravent les divisions, en particulier entre générations et nationalités.

Les avocats de l'autogestion ouvrière, à l'Est comme à l'Ouest, ont de l'économie une conception fondamentalement stagnante au niveau technologique. C'est là que la conception des radicaux à tendance syndicaliste con-

Spartacist
Edition anglaise

n° 41-42
Hiver 1987-88

10 F port
inclus

Ecrire au Bolchévik :
B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

SPARTACIST

70th Anniversary of Russian Revolution

Return to the Road of Lenin and Trotsky!

Where is Gorbachev's Russia Going?

The Politics of Luxemburg vs. the Politics of Pilsudski
Memoirs of a Revolutionary Jewish Worker
A Review... PAGE 31

Des militants syndicaux et de gauche stoppent des nazis en RFA

Francfort - Avec la résurgence de la terreur raciste à travers l'Allemagne de l'Ouest, le « Parti national démocrate » (NPD) nazi s'imaginait qu'il pourrait monter une provocation fasciste massive en prenant pour cible les immigrés. Une marche et deux rassemblements, dont l'un au centre ville, devaient couronner des mois d'activité de haine raciste, sous les slogans « Francfort doit rester une ville allemande » et « Déportez tous les étrangers criminels ou clandestins ». Comme gros bras, ils ont recruté les successeurs autoproclamés des Chemises brunes de Hitler, le « Parti libre ouvrier » (FAP) de Michael Kühnen et leurs gangs de « skinheads ». Mais le 15 octobre, malgré la présence menaçante de mille flics en tenue de combat, les rues de Francfort ont appartenu à trois mille jeunes, syndicalistes et militants de gauche, qui scandaient : « Les nazis dehors ! »

La résurgence du nationalisme allemand et de la terreur raciste a été attisée quand Reagan et le chancelier Helmut Kohl ont réaffirmé leur alliance antisoviétique sur la tombe des SS nazis à Bitburg en 1985. Par la suite, la même année, les flics ont attaqué avec une rare violence une manifestation de quelque sept cents syndicalistes et militants de gauche qui protestaient contre un rassemblement du NPD à Francfort. Un canon à eau de la police a renversé et tué un travailleur de trente-six ans, Günter Sare. Aujourd'hui, la capitale financière de l'Allemagne de l'Ouest a un maire chrétien-démocrate de droite, Wolfram Brück, qui réclame que les quotas limités de demandeurs d'asile soient réservés aux *Volksdeutschen*, les Allemands de souche du bloc soviétique. En même temps les fascistes, utilisant des engins incendiaires provenant de la Bundeswehr, incendient les camps de concentration où les immigrés et les demandeurs d'asile sont enfermés, dans l'attente de jugement ordonnant leur déportation.

Mais quand la vermine NDP/FAP/

Les trotskystes allemands disent « Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les nazis ! » « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! »



« skinhead » a annoncé sa provocation du 15 octobre, elle a rencontré une colère et des protestations croissantes. Les organisations de jeunes antifascistes, avec en tête les *Autonomen anarhistes*, se sont mobilisées à travers tout le pays pour une manifestation le 15 sur la Friedberger Platz. Ils avaient clairement l'intention d'arrêter le rassemblement fasciste qui devait se tenir à seulement mille mètres de là, sur la Merianplatz. Ils appelaient dans un tract à joindre leurs forces à celles d'une seconde manifestation antifasciste appelée par la puissante confédération syndicale ouest-allemande, le DGB. Les syndicats, rejoints par des organisations chrétiennes et des groupes de la communauté juive et immigrée, attiraient l'attention sur cette obscénité que les nazis menacent de manifester dans les rues de Francfort cinquante ans après la « nuit de cristal », le pogrom nazi du 9 novembre 1938 qui annonçait le génocide.

Mais les organisateurs de la manifestation du DGB ont déclaré qu'ils n'avaient aucune intention d'empêcher les provocations nazies, et qu'ils transfèrent leur rassemblement en

« programme culturel ». Et les deux manifestations semaient des illusions suicidaires dans l'Etat ouest-allemand, le successeur officiel du Troisième Reich, en appelant les assassins de Günter Sare à interdire les fascistes. De telles « interdictions » se retournent toujours contre la gauche, les grévistes et les antifascistes.

Beaucoup de membres du DGB, notamment de la fédération syndicale des travailleurs immigrés, voulaient se joindre aux jeunes antifascistes pour chasser les nazis. Face à la colère croissante contre la menace fasciste, Brück a interdit à la fois les manifestations nazies et le rassemblement antifasciste de la Friedberger Platz. Le jeudi 13 octobre, un tribunal de Francfort a levé toutes les interdictions. Mais le lendemain, le NPD a tenu une conférence de presse annonçant qu'il annulait toutes ses manifestations. La seule pensée de rencontrer des syndicalistes antifascistes organisés dans les rues de Francfort a suffi pour renvoyer l'ordure nazie dans ses égouts.

Le 15 octobre, les deux mille jeunes militants de gauche et antifascistes qui partaient de la Friedberger Platz cher-

chaient à faire la jonction avec le pouvoir social des syndicats. Mais alors qu'ils approchaient de la Hauptwache où se tenait le rassemblement dirigé par le DGB, une chaîne de flics massive, sur quatre rangées, les encercla. Alors que les flics refermaient de plus en plus le cercle, sur le point de casser des têtes et de procéder à des arrestations en masse, la majorité des quatre cents participants au rassemblement du DGB a rejoint les jeunes antifascistes ; parmi eux, il y avait un cortège de métallurgistes portant une banderole de leur syndicat, l'IG Metall, fort de deux millions de syndiqués.

Un *Autonomer* a annoncé que sa manifestation était « dissoute », et la direction de l'action commune a été assurée par un représentant du VVN, l'Association des victimes du régime nazi (fondée par des communistes survivants des camps de concentration de Hitler), qui avait soutenu les deux manifestations. Les lignes de police se sont ouvertes, et la manifestation commune a fini par atteindre trois mille personnes, alors qu'elle arrivait à l'endroit prévu du rassemblement nazi, et où à la place a été fêtée la victoire antifasciste.

Un cortège de la *Trotzkistische Liga Deutschlands*, section allemande de la tendance spartaciste internationale, portait des panneaux réclamant : « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! » et « Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les nazis ». La seule menace du pouvoir de la classe ouvrière organisée a suffi à faire dévaler les fascistes, cette fois-ci. Mais le fait qu'il n'y ait eu que peu de monde au rassemblement soutenu par le DGB montre que les bureaucrates syndicaux voulaient seulement une assistance symbolique pour leur « programme culturel ». Il faut forger une direction révolutionnaire qui libère la puissance sociale de la classe ouvrière, et particulièrement sa composante immigrée qui est stratégique, pour en finir avec les nazis et le système capitaliste qui engendre le génocide raciste et la guerre impérialiste.

- Traduit de Spartakist n° 59

Planification...

Suite de la page 9

C'est l'oligarchie du Kremlin qui est responsable, en dernier ressort, de la banqueroute politique et économique de ses clients d'Europe de l'Est. C'est après tout J.V. Staline qui a façonné l'Europe de l'Est actuelle à son image - des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés. Et c'est la direction soviétique qui détermine l'ordre économique fondamental en Europe de l'Est. A la fin des années 70, le régime Brejnev encourageait la Pologne de Gierk et la Hongrie de Kádár à s'endetter lourdement en Occident, afin d'alléger le fardeau économique pesant sur l'URSS. Sous Gorbatchev, les rapports économiques soviétiques avec l'Europe de l'Est sont devenus encore plus étroitement nationalistes et à courte vue. Michael Marrese, un spécialiste américain des économies du bloc soviétique, écrivait il y a quelques années : « [...] les Soviétiques semblent avoir abandonné une approche multilatérale pour réduire les pénuries d'énergie et de matières premières parmi les pays du CMEA. Il apparaît que les Soviétiques ont l'intention de négocier sur une base bilatérale avec chaque pays d'Europe de l'Est, et d'ajuster leurs promesses de livraisons à long terme, en ce qui concerne l'énergie et les matières premières, en fonction de l'attractivité relative des expor-

tations qu'offre chaque pays. Les pays les mieux pourvus en produits alimentaires, en produits industriels destinés à la consommation, ou en machines de haute qualité et sophistiquées, auront davantage de facilités à obtenir des livraisons d'énergie et de matières premières soviétiques » (*International Organization*, printemps 1986). Telle est la logique du « socialisme dans un seul pays ».

La pratique du COMECON consistant à baser le commerce sur les prix du marché mondial est fondamentalement irrationnelle, économiquement déstabilisante et politiquement divisante. Elle ne rime absolument à rien. Les coûts de production relatifs en Europe de l'Est et en Union soviétique sont radicalement différents de ceux qui prévalent dans le monde capitaliste. Pourquoi, dans ce cas, le COMECON ne fixe-t-il pas des prix proportionnels aux coûts de production ? Parce que les bureaucraties nationales n'ont aucun contrôle sur les coûts de production chez leurs partenaires commerciaux « socialistes ». Les apparatchiks du Kremlin ne sauraient envisager de donner aux Allemands de l'Est quelque contrôle que ce soit sur les coûts de production dans les champs pétroliers sibériens en développement. A leur tour, les Bonzen de Berlin-Est ne permettent pas aux Moscovites d'influer sur les coûts et les prix intérieurs des équipements électriques de Leipzig et

d'Erfurt. Et donc, l'URSS et l'Allemagne de l'Est échangent du pétrole et des équipements à des conditions fixées par l'empire Rockefeller et Siemens !

Le nationalisme stalinien, ainsi, intensifie la pression du marché mondial capitaliste sur et à l'intérieur du bloc soviétique. L'intégration économique socialiste de l'Europe de l'Est - en particulier via de grands projets d'investissement - est une nécessité vitale, non seulement pour augmenter la productivité mais aussi pour contrer la subversion et la guerre économiques impérialistes. Par exemple, un effort de recherche de grande ampleur, regroupant les ressources technologiques depuis Berlin-Est jusqu'à Novossibirsk, pourrait déboucher sur une percée dans la production de pétrole synthétique bon marché. Une telle découverte réduirait de façon significative les coûts d'importation pour les pays d'Europe de l'Est.

La révolution politique prolétarienne en Europe de l'Est, pour chasser la caste bureaucratique qui a usurpé le pouvoir politique des ouvriers soviétiques et tourné le dos à l'internationalisme léniniste, inscrira sur son drapeau : annulation de la ruineuse dette envers les banquiers occidentaux. Les régimes stalinistes d'Europe de l'Est ne pourraient pas imaginer une telle mesure - en fait, ils sont devenus de plus en plus les agents collecteurs du FMI -

parce qu'ils ne pourraient pas supporter les inévitables représailles impérialistes (par exemple des boycotts commerciaux). Pourtant, l'intégration économique socialiste rendrait l'Europe de l'Est moins dépendante des importations et des prêts occidentaux, tandis que des gouvernements ouvriers révolutionnaires à Berlin-Est, Varsovie et Moscou auraient l'autorité morale nécessaire pour en appeler aux ouvriers d'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis contre les vampires des banques capitalistes. La guerre économique impérialiste contre l'Europe de l'Est serait transformée en guerre de classe dans les centres du capitalisme mondial.

Les trotskystes ne proposent pas de remplacer le dogme du socialisme dans un seul pays par celui du socialisme dans un demi-continent. Aussi longtemps que les financiers de Wall Street, les industriels allemands et le *zaibatsu* japonais posséderont la plus grande partie des richesses productives de cette planète, la vision communiste d'une société sans classes et sans Etat ne pourra être réalisée nulle part. Aussi longtemps que l'impérialisme mondial existera, l'ombre de l'apocalypse nucléaire planera sur le genre humain. La seule voie vers un avenir de paix, d'abondance matérielle, d'égalité sociale et de liberté personnelle, c'est la voie de Lénine et Trotsky, la voie de la révolution prolétarienne internationale qui mène vers un ordre socialiste global. ■

Grève générale...

Suite de la page 4

qu'ils veulent éviter à tout prix une confrontation politique avec les bureaucrates réformistes que les pseudo-trotskyistes de la LCR et de LO encouragent de toutes leurs forces les « coordinations » à rester ce qu'elles sont, la LCR allant jusqu'à flatter démagogiquement l'étroitesse corporative qui constitue leur plus grave faiblesse. Cette attitude est proprement criminelle car, à l'heure du danger, qui refuse d'avancer devra reculer, qui refuse de vaincre finira vaincu.

Pour engager la bataille et chasser les directions réformistes, il faut un parti d'avant-garde déterminé à se battre pour le pouvoir, pour un gouvernement ouvrier basé précisément sur les organes de la *démocratie ouvrière*, dont les comités de grève pourront être les embryons, un parti déterminé à mobiliser dans la lutte contre l'ennemi de classe les éléments les plus combattifs du prolétariat.

On doit évidemment prévoir que si les anciennes directions réformistes sont vaincues politiquement dans les comités de grève, elles tenteront de se replier sur les vieux appareils syndicaux et d'accuser les comités de grève de vouloir « détruire les syndicats ». Les révolutionnaires leur répondront qu'il s'agit au contraire de régénérer le mouvement syndical de ce pays, en balayant le vieil échafaudage vermoulu des chapelles syndicales, minoritaires et bureaucratiques, pour forger, dans le feu de la lutte, de véritables syndicats industriels, des syndicats réunissant tous les ouvriers d'une même industrie dans une seule organisation, de nouveaux syndicats où le droit de tendance sera ouvertement et honnêtement reconnu et dont la direction aura été testée et éprouvée à la tête de la grève.

Aujourd'hui, hélas !, les états-majors actuels de la classe ouvrière, c'est-à-dire les directions réformistes des syndicats et des partis ouvriers, soit sont ouvertement de mêche avec l'ennemi, soit brûlent d'un désir ardent de faire alliance avec lui. La bureaucratie social-démocrate (tendance mair-rocardienne) de la CFDT a joué ouvertement, ces dernières semaines, un rôle de flic pour le compte de Rocard. Tandis qu'elle accueillait et fêtait à son congrès de Strasbourg Delors, l'ex-ministre des Finances de Mitterrand et le maître d'œuvre de la politique de « rigueur » en 1983, elle a purgé bureaucratiquement les syndicalistes coupables d'avoir soutenu les grèves des infirmières et des postiers, s'acharnant tout particulièrement sur les militants de la LCR

accusés d'« activités fractionnelles ». Le devoir de tout ouvrier conscient est de protester contre cette purge anti-communiste, dans la pire tradition bureaucratique qui gangrène le mouvement syndical de ce pays. Les dirigeants de la CFDT ne suivent avec réticence que les mouvements qu'ils ne peuvent pas casser - cette fois-ci, ils sont encore plus jaunes que Bergeron.

MARCHAIS : EN AVANT VERS L'UNION AVEC LES BRISEURS DE GREVE !

Le PCF et la CGT ont, eux, soutenu les grèves qui éclataient de façon spontanée et ont joué un rôle actif dans un certain nombre de conflits, et notamment dans celui de la RATP. Aujourd'hui, pourtant, ils refusent d'appeler à riposter contre la grave provocation que constitue l'appel à l'armée pour briser une grève. Tout ce que le secrétaire général de la CGT a trouvé à dire, c'est que le gouvernement a agi là de manière « carrément débile », tandis que l'éditorialiste de *l'Humanité* du 30 novembre parlait de « petit calcul projeté ici et là : se refaire une santé politique sur le dos de la gêne éprouvante subie par les usagers » !

Pourquoi cette passivité scandaleuse ? Tout simplement parce que Marchais et Cie entendent bien renouveler, dans quelques semaines, leurs alliances électorales municipales avec ces mêmes « socialistes » qui envoient aujourd'hui la troupe briser la grève de la RATP - et plus généralement parce que leur seule perspective politique reste d'arracher Mitterrand aux sirènes des « centristes » pour refaire l'« union de la gauche », entrer dans un nouveau front populaire antiouvrier et antisoviétique, comme en 1981.

Les dirigeants du PCF prennent les travailleurs pour des imbéciles quand ils affirment qu'il n'y a aucune contradiction à prétendre soutenir sans réserves les travailleurs en grève tout en faisant alliance avec les briseurs de grèves. « Nous, notre action ne vise nullement à déstabiliser le gouvernement Rocard », proclame fièrement Lajoinie (*l'Humanité*, 1^{er} décembre). Lajoinie néglige de nous expliquer par quel miracle on pourrait s'attaquer à la pierre de touche de la politique du gouvernement Rocard sans le « déstabiliser ». En réalité, la politique front-populiste des dirigeants du PCF les lie dès maintenant à ce gouvernement bourgeois, qu'ils ont contribué à faire élire et qu'ils soutiennent de façon hypocrite, jésuitique, au Parlement - le dernier exemple en date étant l'abstention sur le vote du budget en première lecture.

Les dirigeants du PCF n'ont qu'une perspective, le front populaire, les alliances de collaboration de classe avec le PS et les bourgeois « de gauche ». Leur problème, c'est que Mitterrand et le PS estiment aujourd'hui qu'ils n'ont pas besoin, pour les aider à faire le « sale boulot » de la bourgeoisie, d'un PCF discrédité par son passage au gouvernement, affaibli par la destruction de pans entiers de la classe ouvrière industrielle et déchiré entre son allégeance envers la bourgeoisie française et ses liens historiques avec la bureaucratie soviétique. Marchais et Cie

de l'indépendance politique de la classe ouvrière, du refus intransigeant des pièges fronts-populistes tendus devant les travailleurs par la bourgeoisie. Pour briser le cycle infernal front populaire-réaction, nous disons qu'il faut lutter pour un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie et entreprendra la reconstruction socialiste de la France dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Il faut un parti révolutionnaire capable de défendre et d'unir toutes les composantes de la classe ouvrière de ce pays, un parti qui lutte contre tous les aspects de la ségréga-



Occupation de l'usine Berliet de Lyon en Mai 68. La grève générale pose la question de qui, de la bourgeoisie ou du prolétariat, va être le maître de la maison.

doivent donc impérativement « se refaire », montrer qu'ils ont quelque chose à trahir pour forcer à nouveau la porte du front populaire.

A supposer que leurs efforts soient couronnés de succès, les militants du PCF doivent dès maintenant réfléchir sur ceci : pour quelle raison Mitterrand aurait-il intérêt à « associer le PCF à la gestion des affaires du pays » ? La réponse, hélas !, saute aux yeux : pour l'aider à casser les luttes des travailleurs, comme en 1981. L'unité avec les briseurs de grève ne peut se réaliser que sous la forme de l'unité des briseurs de grève.

IL FAUT UN PARTI TROTSKYSTE !

A cette politique de défaite, nous, trotskystes, opposons la nécessité vitale

tion raciste qui gangrène ce pays. Il faut un parti internationaliste qui s'oppose au bellicisme antisoviétique de la bourgeoisie française, un parti qui défende l'URSS, premier Etat ouvrier du monde. Il faut un parti d'avant-garde léniniste, la section française d'une Quatrième Internationale relorgée.

Les grèves actuelles ouvrent d'immenses perspectives, bien qu'il soit aujourd'hui impossible de prévoir le rythme des événements. Une chose, pourtant, est sûre : les ouvriers conscients, les militants qui veulent empoigner à bras-le-corps l'avenir de leur classe, qui sont déterminés à jouer un rôle d'avant-garde dans les grands combats qui se préparent, doivent dès maintenant prendre une part active à la construction d'un tel parti en rejoignant la Ligue trotskyste.

Philadelphie...

Suite de la page 12

volution aux USA, une révolution socialiste pour finir ce que la Guerre civile de 1860-1865 de la bourgeoisie contre les esclavagistes n'a pas achevé.

Pour cela, il faut une nouvelle direction révolutionnaire. La victoire du 5 novembre a été possible parce que la Spartacist League avait un programme clair pour gagner : mobiliser la puissance de la classe ouvrière et, derrière elle, des minorités opprimées. Ce programme avait déjà permis, au début des années 80 et des années Reagan, d'arrêter les tentatives du Ku Klux Klan de s'implanter dans les grandes villes du nord du pays. Ainsi, une manifestation de front unique appelée par la Spartacist League/US, le 27 novembre 1982, avait rassemblé plus de cinq mille ouvriers et Noirs pour empêcher, avec succès, le Ku Klux Klan de manifester à Washington.

La clé de ces succès, c'est la mobilisation de la classe ouvrière, indépendamment de la bourgeoisie. Le 5 novembre à Philadelphie, les ouvriers étaient nombreux, portant ostensiblement les insignes de leur syndicat. Ils formaient un puissant service d'ordre, discipliné, pour prévenir toute provocation fasciste et/ou policière. Une poignée de « skinheads », ignorant appa-

remment que leurs chefs avaient donné la consigne de rester dans leur trou, étaient venus de Baltimore ; les flics ont alors tenté de les aider à pénétrer dans la manifestation pour provoquer des incidents. Aussitôt, le service d'ordre a fermé les rangs, repoussant cette racaille : c'étaient des syndicalistes noirs des chantiers navals de la région, des syndicalistes des transports, du téléphone, etc.

Et la Spartacist League et le PDC ont pu mobiliser cette puissance, malgré les pressions des bureaucrates syndicaux qui avaient pour seul objectif de faire voter Dukakis. Il faut des fronts uniques de toutes les organisations ouvrières pour stopper les fascistes. Les « skinheads » ont encore battu à mort un Ethiopien dans l'Orégon, le 13 novembre. Il faut en finir avec cette vermine ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! Il faut un parti ouvrier multiracial pour diriger le combat pour la révolution socialiste.

La campagne pour cette manifestation a coûté des milliers de dollars ; elle n'aurait pas été possible sans l'aide généreuse d'organisations et d'individus. Mais il en faut plus pour couvrir les frais. Envoyez votre contribution à :

November 5 Mobilization c/o Partisan Defense Committee P.O. Box 99, Canal St. Station, New York, NY 10013, USA.

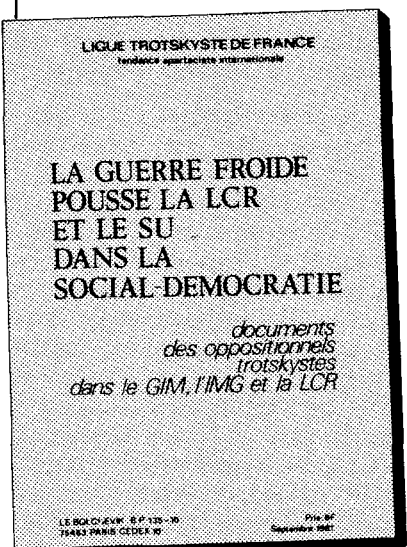
BROCHURES DE LA LTF

Comment le SU et la LCR ont, à la fin des années soixante-dix, entamé le cours qui amènera Krivine dans le borborygme Juquin.

Mai 68, des leçons brûlantes pour les luttes d'aujourd'hui.

15 F port inclus

20 F port inclus



Ecrire au « Bolchévick » : B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Le 5 novembre à Philadelphie, USA



Workers Vanguard



Workers Vanguard

Une mobilisation ouvrière/noire a stoppé le Ku Klux Klan

Le Ku Klux Klan et les « skinheads » n'ont pas pu faire, le 5 novembre, leur provocation raciste à Philadelphie, aux Etats-Unis. En lieu et place, ce sont plus de mille personnes qui ont manifesté, triomphantes, dans cette ville majoritairement noire.

Quand le Ku Klux Klan et les « skinheads » avaient annoncé leur intention de parader à Philadelphie, le Partisan Defense Committee (PDC), organisation non sectaire de défense, politiquement en accord avec la Spartacist League/US (section américaine de la TSI), a tout de suite lancé un appel pour arrêter les fascistes.

De nombreux volontaires ont pris part au travail de mobilisation : des centaines de milliers de tracts ont été diffusés à travers le pays, des milliers d'affiches ont été collées ; malgré l'obstruction de la grande presse et de la télévision, les radios noires, hispaniques, sportives, étudiantes, diffusaient l'annonce de la manifestation. Les soutiens de sections syndicales clés des transports, des dockers, des Postes, de la côte Est des Etats-Unis et d'ailleurs, ont commencé à affluer. Au total, plus de cent représentants syndicaux et sec-

tions syndicales ont publiquement apporté leur soutien ; de même, des organisations de défense des droits civiques et de la communauté homosexuelle ont soutenu la manifestation et ont versé une contribution. Au niveau international, parmi les signataires on peut remarquer Gianni Bombacci, secrétaire du syndicat CGIL de Milan (Italie) ; Françoise Corbin, secrétaire de syndicat (SGPEN-CGT, Elbeuf) ; Démocratie prolétarienne, Italie ; Fraction parlementaire des Verts d'Allemagne de l'Ouest ; Israël Shahak, avocat des droits civiques, Jérusalem, Israël ; Jacky Touzain, secrétaire général de la CGT-Renault-Cléon, Waldeck Traulet, secrétaire du SDEN-CGT, Rouen ; UILM-UIL de Milan (Union italienne des travailleurs métallurgiques-Union ouvrière italienne) ; Esteban Volkov, conservateur du musée Trotsky à Coyoacán ; VVN (Association des victimes du régime nazi, Berlin-Ouest et Ernest Moutoussamy, député apparenté PCF de Guadeloupe (cf. notre encadré ci-dessous). Le 26 octobre, face à cette mobilisation croissante, les fascistes ont annoncé qu'ils renonçaient. La manifestation a tout de même été maintenue

pour s'assurer que les nazis n'oseraient pas sortir de leur trou.

Le 5 novembre, malgré une pluie battante, malgré la présence massive et menaçante de la police montée, les manifestants se sont rassemblés à l'endroit même où les fascistes voulaient vomir leurs appels au meurtre raciste. Des centaines d'habitants de Philadelphie sont venus. Des bus sont arrivés de Norfolk, Boston, New York. Les cortèges avaient pris le nom de héros de la Guerre civile contre l'esclavage, de dirigeants des Black Panthers assassinés par le FBI, de Ray Phillips, tué par un jaune lors de la grève des bus Greyhound de 1985, de la sandiniste Nora Astorga, de héros juifs et communistes de la Deuxième Guerre mondiale comme le général soviétique Dragunsky et Leopold Trepper, chef de l'Orchestre rouge. A la fin, ceux qui avaient soutenu cette manifestation ont pu faire des déclarations : des syndicalistes, des nationalistes noirs, etc. Après le rassemblement, un vin d'honneur a rassemblé plus de six cents personnes, syndicalistes, Noirs, étudiants.

Cette mobilisation très large, rassemblant des forces bien plus importantes que la seule Spartacist League/US, a pu être possible malgré les efforts des réformistes pour l'empêcher et malgré une campagne de l'ADL (Anti-Defamation League, une organisation sioniste) qui s'en prenait... aux antifascistes, les accusant de vouloir fomenter une manifestation violente. Thèse qu'a reprise la presse bourgeoise, après avoir tenté d'ignorer la manifestation.

Un parti nationaliste noir, l'APSD (African People's Socialist Party), a fait une campagne anticommuniste pour tenter de stopper la mobilisation. S'ils disaient vouloir stopper le Ku Klux Klan par tous les moyens, leur seule proposition, c'était d'adresser une pétition à Goode, le maire Démocrate noir de Philadelphie. Or, celui-ci a calomnié notre initiative, la caractérisant de « violente » pour dissuader les gens de venir. Goode s'est rendu tristement célèbre en 1985 quand il a organisé, avec Reagan, le massacre de la communauté noire MOVE, en faisant exploser une

bombe incendiaire sur la maison de MOVE et en brûlant tout un pâté de maisons. Il y avait eu onze morts, dont des femmes et des enfants. Beverly Africa, survivante de MOVE, est venue apporter son témoignage à la manifestation. Cette atrocité a montré encore une fois que le parti Démocrate est une impasse pour les Noirs. Dans les dernières élections, Dukakis le Démocrate et Bush le Républicain se présentaient sur un même programme d'austérité, de racisme et d'antisoviétisme. Et, n'en



Des milliers d'affiches ont été collées pour le rassemblement.

déplaît à Jesse Jackson, ce « démocrate » noir qui avait cherché à ramener le vote noir dans le giron de Dukakis, les Noirs ne s'y sont pas trompés : l'abstention a été massive lors des dernières élections.

Pour lutter contre le racisme, il faut rompre avec la collaboration de classe et donc avec les Démocrates, dont les maires supervisent la terreur raciste des flics dans les ghettos (sous couvert de lutte antidrogue, alors que chacun sait que la CIA est le plus grand trafiquant de drogue du monde, avec son réseau de *contras* nicaraguayens, de réactionnaires afghans, etc.) Pour en finir avec le racisme, il faudra une troisième ré-

Suite page 11

Télégramme de Guadeloupe

Quand Le Pen, en décembre dernier, a tenté de venir vomir ses appels au meurtre raciste dans les colonies françaises antillaises, des militants et syndicalistes guadeloupéens et martiniquais ont investi les aéroports de Fort-de-France et Pointe-à-Pitre, où ils l'ont empêché de débarquer. Les travailleurs de l'hôtellerie de Martinique menaçaient de se mettre en grève si Le Pen essayait de rester sur l'île. Cet exemple d'action ouvrière contre la menace fasciste souligne l'importance de ce télégramme d'Ernest Moutoussamy, député de Guadeloupe (PCG), télégramme qui fut lu à la tribune du rassemblement à Philadelphie :

le 4 novembre 1988

Salue votre combat contre le KKK, le racisme et les injustices. Ces fléaux qui sont des dangers terribles pour la classe ouvrière, les Noirs, les masses populaires et pour l'humanité doivent être combattus avec la plus grande détermination. Solidaire de votre heureuse initiative, je suis aux côtés du mouvement ouvrier de votre pays et de son avant-garde dans sa lutte contre le capitalisme et ses tares. Je souhaite un immense succès à votre manifestation.